

RAPPORT DE GESTION

AU 30 SEPTEMBRE 2019 ET AU 31 DÉCEMBRE 2018 ET

POUR LES TRIMESTRES ET LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2019 ET 2018

INTRODUCTION

Le présent rapport de gestion est la responsabilité de la direction de Brookfield Infrastructure Partners L.P. (notre « société » et, avec sa filiale et ses entités en exploitation, « Brookfield Infrastructure »). Ce rapport de gestion est daté du 12 novembre 2019 et il a été approuvé par le conseil d'administration du commandité de notre société aux fins de publication à cette même date. Le conseil d'administration s'acquiesce de ses responsabilités quant à l'examen du présent document principalement par l'intermédiaire de son comité d'audit, qui se compose exclusivement d'administrateurs indépendants. Le comité d'audit examine le présent document et l'approuve avant sa publication en vertu de l'autorité que lui confère le conseil d'administration. Les termes « Brookfield Infrastructure », « nous » et « notre » désignent Brookfield Infrastructure Partners L.P. ainsi que les filiales directes et indirectes et les entités en exploitation de notre société en tant que groupe. Ce rapport de gestion devrait être lu parallèlement aux plus récents états financiers annuels et intermédiaires publiés de Brookfield Infrastructure Partners L.P. Des renseignements supplémentaires, y compris le formulaire 20-F de Brookfield Infrastructure, sont disponibles sur le site Web de la société à l'adresse www.brookfieldinfrastructure.com, sur le site Web de SEDAR à l'adresse www.sedar.com et sur le site Web d'EDGAR à l'adresse www.sec.gov/edgar.shtml.

Aperçu des activités

Brookfield Infrastructure détient et exploite des actifs de grande qualité et de longue durée qui produisent des flux de trésorerie stables, nécessitent des investissements de maintien relativement minimes et, en raison des barrières à l'entrée et d'autres caractéristiques, dont la valeur a tendance à s'accroître au fil du temps. Nos activités actuelles se composent d'activités liées aux services publics, au transport, à l'énergie et aux infrastructures de données en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, en Asie-Pacifique et en Europe. Nous avons pour mission de détenir et d'exploiter un portefeuille diversifié à l'échelle mondiale d'actifs d'infrastructures de grande qualité qui généreront à long terme des distributions durables et croissantes pour nos porteurs de parts. Pour réaliser cet objectif, nous chercherons à tirer parti de nos plateformes opérationnelles afin d'acquiesce des actifs d'infrastructures et de les gérer activement pour générer une valeur supplémentaire à la suite de notre investissement initial. Une partie intégrante de notre stratégie consiste à participer avec des investisseurs institutionnels aux sociétés dont Brookfield Asset Management Inc. (conjointement avec ses entités affiliées autres que nous, « Brookfield ») est le promoteur qui visent des acquisitions correspondant à notre profil. Nous mettrons l'accent sur les sociétés sur lesquelles Brookfield exerce une influence ou un contrôle suffisants pour mettre en place une démarche axée sur les activités.

Cibles de rendement et mesures clés

À long terme, nous visons à obtenir un rendement global de 12 % à 15 % par année sur les actifs d'infrastructures que nous détenons. Nous avons l'intention de générer ce rendement au moyen des flux de trésorerie tirés des activités d'exploitation ainsi que de la croissance provenant des placements liés à l'amélioration et à l'élargissement de nos actifs, de même que par l'intermédiaire d'acquisitions. Nous établissons principalement nos distributions à nos porteurs de parts en fonction d'une analyse de notre performance opérationnelle. Les flux de trésorerie liés aux opérations servent à évaluer notre performance opérationnelle, et leur montant par part peut servir comme indicateur de la croissance future des distributions à long terme. De plus, nos mesures de la performance suivent l'évolution des principaux inducteurs de valeur de chacun de nos secteurs opérationnels. Se reporter à la rubrique « Information sectorielle », à la page 51, pour de plus amples renseignements.

Politique de distribution

Nos distributions s'appuient sur des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation stables et issus d'activités contractuelles et hautement réglementées. L'objectif de la société est de verser des distributions durables. La cible du ratio de distribution de la société se situe entre 60 % et 70 % des flux de trésorerie liés aux opérations. Lorsque nous déterminons ce que nous considérons comme un ratio de distribution prudent, nous conservons généralement une tranche d'environ 15 % à 20 % des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés qui servira à financer une partie ou la totalité de nos investissements de croissance financés à l'interne.

Compte tenu des perspectives actuelles pour nos activités, le conseil d'administration de notre commandité a approuvé une hausse de 7 % de notre distribution annuelle pour la porter à 2,01 \$ par part, ou 0,5025 \$ par part par trimestre, à compter de la distribution devant être payée en mars 2019. Cette hausse reflète l'apport prévu de nos projets d'investissement récemment mis en service et le rendement en trésorerie attendu des acquisitions réalisées au cours du dernier exercice. Depuis la constitution de la société, nous avons augmenté notre distribution trimestrielle, la faisant passer de 0,18 \$ par part à 0,5025 \$ par part, soit un taux de croissance annuel composé de 10 %. Compte tenu de l'augmentation par part que nous prévoyons enregistrer dans nos activités, nous visons une croissance de la distribution annuelle de 5 % à 9 %.

Mode de présentation

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés en conformité avec la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et à l'aide des méthodes comptables adoptées par Brookfield Infrastructure pour ses états financiers consolidés au 31 décembre 2018 et pour l'exercice clos à cette date, à l'exception des normes comptables récemment adoptées décrites à la note 2, « Sommaire des méthodes comptables ». Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités comprennent les comptes de Brookfield Infrastructure et des entités sur lesquelles elle exerce un contrôle. Brookfield Infrastructure comptabilise les placements sur lesquels elle exerce une influence notable, mais non un contrôle, selon la méthode de la mise en équivalence.

Les participations de notre société comprennent les parts détenues par les porteurs de parts publiques et les parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield. Nos parts et les parts de société en commandite rachetables présentent les mêmes caractéristiques économiques à tous les égards, à l'exception du fait que les parts de société en commandite rachetables accordent à Brookfield le droit de demander le rachat de ses parts moyennant une contrepartie en trésorerie. Si Brookfield exerçait ce droit, notre société pourrait, à sa discrétion, satisfaire la demande de rachat au moyen de nos parts, à raison de une pour une, plutôt que d'une contrepartie en trésorerie. Par conséquent, à titre de porteur de parts de société en commandite rachetables, Brookfield a droit au bénéfice et aux distributions par part équivalant à la participation par part de notre société. Toutefois, compte tenu de l'option de rachat dont il est fait mention ci-dessus, nous présentons les parts de société en commandite rachetables en tant que composante de la participation ne donnant pas le contrôle.

Lorsque nous analysons les résultats de nos secteurs opérationnels, nous présentons la quote-part des résultats revenant à Brookfield Infrastructure des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, afin d'illustrer l'incidence des principaux inducteurs de valeur de chacun de ces secteurs opérationnels sur la performance globale de notre société. Par conséquent, l'information sectorielle au titre des produits, des coûts affectés aux produits, des autres produits, des charges d'intérêts, des amortissements, de l'impôt différé, des ajustements à la juste valeur et des autres éléments diffèrera des résultats présentés selon les normes IFRS, puisqu'elle 1) comprend la quote-part de Brookfield Infrastructure du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises attribuable à chacun des éléments ci-dessus et 2) exclut la quote-part du bénéfice (de la perte) des participations consolidées non détenues par Brookfield Infrastructure répartie entre chacun des éléments susmentionnés. Toutefois, le résultat net pour chaque secteur est conforme aux résultats présentés selon les normes IFRS. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » à la page 76 pour obtenir un rapprochement des résultats sectoriels et de l'état du résultat net de notre société conformément aux normes IFRS.

Le dollar américain est notre monnaie de présentation et notre monnaie fonctionnelle. À l'exception de l'adoption d'IFRS 16, nous n'avons apporté aucun changement de méthode comptable ayant eu une incidence significative sur la comparabilité des résultats d'un exercice à l'autre depuis l'adoption des normes IFRS.

NOS ACTIVITÉS

Nous détenons un portefeuille d'actifs d'infrastructures dans divers secteurs et diverses zones géographiques. Nous générons des flux de trésorerie stables, environ 95 % de notre BAIIA ajusté provenant des produits tirés des activités réglementées ou contractuelles. Afin d'aider nos porteurs de parts et nos porteurs de parts privilégiées à évaluer notre performance et notre valeur, nous regroupons nos activités en secteurs opérationnels en fonction des similitudes de leurs facteurs économiques sous-jacents.

Nos secteurs opérationnels sont les suivants :

Secteur opérationnel	Type d'actif	Emplacement principal
Services publics		
<i>Activités réglementées ou contractuelles qui permettent d'obtenir un rendement sur leur base tarifaire</i>	• Transport réglementé • Distribution réglementée • Terminal réglementé	• Amérique du Nord et Amérique du Sud • Europe et Amérique du Sud • Asie-Pacifique
Transport		
<i>Procure des services de transport de fret, de marchandises en vrac et de passagers</i>	• Chemins de fer • Routes à péage • Ports	• Asie-Pacifique et Amérique du Sud • Asie-Pacifique et Amérique du Sud • Europe, Amérique du Nord et Asie-Pacifique
Énergie		
<i>Systèmes qui procurent des services de transport, de collecte, de traitement et de stockage d'énergie</i>	• Activités du secteur médian du gaz naturel • Énergie décentralisée	• Amérique du Nord et Asie-Pacifique • Amérique du Nord et Asie-Pacifique
Infrastructures de données		
<i>Procure des services et des infrastructures essentiels à des sociétés de communications à l'échelle mondiale</i>	• Transmission et distribution de données • Stockage de données	• Europe et Asie-Pacifique • Amérique du Nord, Amérique du Sud et Asie-Pacifique

EXAMEN DES RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Dans cette rubrique, nous examinons notre performance et notre situation financière consolidées au 30 septembre 2019 et au 31 décembre 2018 et pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018. D'autres détails sur les facteurs clés de nos activités et de notre situation financière sont présentés à la rubrique « Information sectorielle », à la page 51.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, SAUF LES DONNÉES PAR PART	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Sommaire des états du résultat net				
Produits	1 664 \$	1 167 \$	4 942 \$	3 224 \$
Coûts d'exploitation directs	(850)	(603)	(2 488)	(1 479)
Frais généraux et administratifs	(75)	(57)	(200)	(169)
Dotation aux amortissements	(317)	(188)	(932)	(569)
Charges d'intérêts	(229)	(140)	(682)	(379)
Quote-part du bénéfice (de la perte) des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	36	(32)	88	(36)
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture	70	31	104	58
Profit à la vente d'une entreprise associée	—	—	—	338
Charge d'impôt sur le résultat	(58)	(65)	(194)	(322)
Bénéfice net	205	87	624	633
Bénéfice net attribuable à notre société ¹	82	5	210	339
Bénéfice net (perte nette) par part de société en commandite	0,07 \$	(0,10) \$	0,14 \$	0,53 \$

1. Comprend le bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, au commandité et aux commanditaires.

Trimestres clos les 30 septembre 2019 et 2018

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, nous avons comptabilisé un bénéfice net de 205 M\$, dont une tranche de 82 M\$ est attribuable à notre société, comparativement à un bénéfice net de 87 M\$ pour l'exercice précédent, dont une tranche de 5 M\$ est attribuable à notre société. Le bénéfice net de la période a profité de la forte croissance interne de toutes nos divisions opérationnelles et des apports des nouveaux placements réalisés au cours de la dernière année. Les résultats de l'exercice précédent comprennent également une charge non récurrente au sein de notre secteur du transport.

Les produits se sont chiffrés à 1 664 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, ce qui représente une hausse de 497 M\$ par rapport à la période correspondante de 2018. Notre secteur de l'énergie a généré des produits accrus de 381 M\$ en raison principalement des acquisitions conclues récemment, notamment celles de notre entreprise d'infrastructure d'énergie résidentielle en Amérique du Nord, d'une entreprise de collecte et de traitement de gaz naturel dans l'Ouest canadien et d'un gazoduc contractuel en Inde. Notre secteur des services publics a fourni des produits additionnels de 86 M\$, en raison des avantages procurés par l'indexation en fonction de l'inflation et par la croissance interne, principalement en ce qui a trait à notre entreprise de transport de gaz naturel au Brésil, à notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni et à notre entreprise de transport de gaz naturel en Colombie. Notre secteur des infrastructures de données a fourni un apport accru aux produits de 77 M\$ grâce à l'acquisition récente d'entreprises de centres de données aux États-Unis et en Australie. L'apport aux produits des initiatives de croissance interne dans nos entreprises de transport s'est chiffré à 23 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Ces incidences positives ont été partiellement contrebalancées par l'incidence du change de 70 M\$, toutes les principales monnaies avec lesquelles nous exerçons nos activités s'étant dépréciées comparativement au dollar américain par rapport à l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, les coûts d'exploitation directs se sont élevés à 850 M\$, en hausse de 247 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2018. Les résultats de la période considérée tiennent compte de coûts additionnels de 264 M\$ découlant de nos acquisitions récemment menées à terme et de coûts additionnels de 43 M\$ découlant des initiatives de croissance interne. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par l'incidence d'IFRS 16 et du change, qui a réduit les coûts directs de 14 M\$ et de 46 M\$, respectivement.

Les frais généraux et administratifs ont totalisé 75 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, soit une hausse de 18 M\$ par rapport à la période correspondante de 2018. Ce poste se compose principalement des honoraires de gestion de base versés à Brookfield, lesquels correspondent à 1,25 % de la valeur de marché de notre société majoré des parts privilégiées en circulation et du montant net de la dette avec recours. Les honoraires de gestion de base ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison d'une augmentation du cours des parts et des niveaux d'endettement afin de financer les investissements réalisés au cours de la dernière année.

La dotation aux amortissements s'est élevée à 317 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, soit une hausse de 129 M\$ par rapport à l'exercice précédent. La hausse s'explique principalement par les charges additionnelles liées aux acquisitions récemment menées à terme, par l'incidence de la hausse de la valeur des actifs découlant de notre plus récent processus de réévaluation et par les dépenses d'investissement. En outre, les amortissements ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des nouvelles charges liées à la comptabilisation d'actifs au titre de droits d'utilisation de 1,2 G\$ à l'adoption d'IFRS 16.

Les charges d'intérêts pour le trimestre clos le 30 septembre 2019 se sont chiffrées à 229 M\$, soit une augmentation de 89 M\$ par rapport à la période correspondante de 2018. La hausse des charges d'intérêts tient aux emprunts additionnels au niveau de l'actif servant à financer une partie des nouveaux placements et à saisir des occasions de croissance interne et aux charges d'intérêts comptabilisées à l'égard des obligations locatives à l'adoption d'IFRS 16.

La quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises revenant à notre société s'est élevée à 36 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, soit une hausse de 68 M\$ par rapport à la période correspondante de 2018. La hausse tient à la croissance interne au cours de la période considérée. Les résultats de l'exercice précédent comprennent également une charge non récurrente au sein de notre secteur du transport.

Les profits liés à la valeur de marché relativement aux éléments de couverture se sont élevés à 70 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, comparativement à 31 M\$ à l'exercice précédent. Ces résultats se composent, tant pour la période considérée que pour la période précédente, des fluctuations liées à l'évaluation à la valeur de marché relativement aux activités de couverture du change au niveau de Brookfield Infrastructure ainsi que des contrats sur marchandises relatifs à notre entreprise de stockage de gaz en Amérique du Nord. Le profit pour la période considérée tient à la dépréciation du dollar canadien, du dollar australien, de la livre sterling et de l'euro par rapport au dollar américain.

La charge d'impôt s'est établie à 58 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, comparativement à 65 M\$ pour la période correspondante de 2018. L'incidence de la hausse du bénéfice imposable découlant des nouvelles acquisitions et de la croissance interne de nos activités a été plus que contrebalancée par les économies d'impôt découlant du réinvestissement de capitaux.

Périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2019 et 2018

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, nous avons comptabilisé un bénéfice net de 624 M\$, dont une tranche de 210 M\$ est attribuable à notre société, comparativement à un bénéfice net de 633 M\$ pour l'exercice précédent, dont une tranche de 339 M\$ est attribuable à notre société. Le bénéfice net de la période a profité de la croissance interne dans la majorité de nos entreprises, des apports des nouveaux placements réalisés au cours des 12 derniers mois, et des profits latents sur les activités de couverture générales. Ces augmentations ont été contrebalancées par l'incidence du change. Les résultats de l'exercice précédent comprennent également un profit de 209 M\$ (déduction faite de l'impôt) réalisé à la vente de notre participation dans une entreprise de transport d'électricité et une charge non récurrente au sein de notre secteur du transport.

Les produits se sont chiffrés à 4 942 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, ce qui représente une hausse de 1 718 M\$ par rapport à la période correspondante de 2018. Notre secteur de l'énergie a fourni des produits additionnels de 1 104 M\$ en raison principalement des acquisitions conclues récemment, notamment celles de notre entreprise d'infrastructure d'énergie résidentielle en Amérique du Nord, d'une entreprise de collecte et de traitement de gaz naturel dans l'Ouest canadien et d'un gazoduc contractuel en Inde. Notre secteur des services publics a fourni des produits additionnels de 543 M\$, en raison de l'apport des récentes acquisitions et des avantages procurés par l'indexation en fonction de l'inflation et d'initiatives de croissance interne dans l'ensemble de nos activités liées aux services publics. De nouveaux placements aux États-Unis et en Australie ont ajouté des produits de 235 M\$ à notre secteur des infrastructures de données par rapport à l'exercice précédent. Le secteur du transport a enregistré une croissance interne des produits de 83 M\$ par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de l'augmentation des débits de circulation et des hausses de tarifs en fonction de l'inflation. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par l'incidence du change de 247 M\$ principalement attribuable à une dépréciation du real brésilien, du peso colombien et du dollar australien par rapport à l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, les coûts d'exploitation directs se sont élevés à 2 488 M\$, en hausse de 1 009 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2018. Les résultats de la période considérée tiennent compte de coûts additionnels de 1 053 M\$ découlant de nos récentes acquisitions et de coûts additionnels de 106 M\$ découlant des initiatives de croissance interne. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par l'incidence d'IFRS 16 et du change, qui a réduit les coûts directs de 44 M\$, et de 106 M\$, respectivement.

Les frais généraux et administratifs ont totalisé 200 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, soit une hausse de 31 M\$ par rapport à la période correspondante de 2018. Ce poste se compose principalement des honoraires de gestion de base versés à Brookfield, lesquels correspondent à 1,25 % de la valeur de marché de notre société majoré des parts privilégiées en circulation et du montant net de la dette avec recours. Les honoraires de gestion de base ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison d'une augmentation du cours des parts et d'emprunts additionnels utilisés afin de financer les initiatives de croissance.

La dotation aux amortissements s'est élevée à 932 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, soit une hausse de 363 M\$ par rapport à l'exercice précédent. La hausse s'explique principalement par les charges additionnelles liées aux acquisitions conclues récemment, par l'incidence de la hausse de la valeur des actifs découlant de notre plus récent processus de réévaluation et par les dépenses d'investissement. En outre, les amortissements ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des nouvelles charges liées à la comptabilisation d'actifs au titre de droits d'utilisation de 1,2 G\$ à l'adoption d'IFRS 16.

Les charges d'intérêts pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019 se sont chiffrées à 682 M\$, soit une augmentation de 303 M\$ par rapport à la période correspondante de 2018. La hausse des charges d'intérêts tient aux emprunts additionnels au niveau de l'actif servant à financer de nouveaux placements et à saisir des occasions de croissance interne. L'émission de billets de premier rang d'une durée de cinq ans d'une valeur de 1,5 G\$ par notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil en mai 2018, l'émission de billets à moyen terme de la société d'une valeur de 500 M\$ CA en septembre 2018 et l'incidence des obligations locatives comptabilisées à l'adoption d'IFRS 16 ont également contribué à l'augmentation des charges d'intérêts pour la période considérée.

La quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées et des coentreprises revenant à notre société s'est élevée à 88 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, soit une hausse de 124 M\$ par rapport à la période correspondante de 2018. La hausse tient à la croissance interne au cours de la période considérée. En outre, les résultats enregistrés à l'exercice précédent ont subi l'incidence d'une charge non récurrente au sein de notre secteur du transport et du reclassement en résultat net de pertes de change auparavant comptabilisées à l'égard de notre entreprise de transport d'électricité au Chili, laquelle a été vendue en mars 2018.

Les profits liés à la valeur de marché relativement aux éléments de couverture se sont élevés à 104 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, comparativement à des profits de 58 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018. Ces résultats se composent, tant pour la période considérée que pour la période précédente, des fluctuations liées à l'évaluation à la valeur de marché relativement aux activités de couverture du change au niveau de Brookfield Infrastructure ainsi que des contrats sur marchandises relatifs à notre entreprise de stockage de gaz en Amérique du Nord. Les profits comptabilisés pour la période considérée tiennent à la dépréciation du dollar australien, de la livre sterling et de l'euro par rapport au dollar américain.

La charge d'impôt s'est établie à 194 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, comparativement à 322 M\$ pour la période correspondante de 2018. La diminution tient principalement à l'impôt sur le résultat comptabilisé à la cession d'une participation de 28 % dans notre entreprise de transport d'électricité au Chili au cours de l'exercice précédent et aux économies d'impôt découlant du réinvestissement de capitaux. La diminution a été contrebalancée en partie par la hausse du bénéfice imposable généré par les nouvelles acquisitions et par la croissance interne de nos activités.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS

Sommaire des mesures clés des états de la situation financière

	Au 30 septembre 2019	Au 31 décembre 2018
Trésorerie et équivalents de trésorerie	677 \$	540 \$
Total de l'actif	40 692	36 580
Emprunts généraux	2 107	1 993
Emprunts sans recours	13 848	13 113
Total du passif	24 484	21 912
Capital des commanditaires	4 738	4 513
Capital du commandité	22	22
Participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield	1 912	1 823
Participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP	18	71
Participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation	8 583	7 303
Porteurs de parts privilégiées	935	936

Au 30 septembre 2019, le total de l'actif s'établissait à 40,7 G\$, contre 36,6 G\$ au 31 décembre 2018. Les acquisitions conclues en 2019, y compris un gazoduc en Inde et des lignes de transport d'électricité au Brésil, ont accru les actifs consolidés de 3,3 G\$. En outre, les émissions de titres de capitaux propres et d'actions privilégiées, les dépenses d'investissement réalisées au cours de l'exercice et l'adoption d'IFRS 16 ont donné lieu à une augmentation du total de l'actif de 0,9 G\$, de 0,6 G\$ et de 1,2 G\$, respectivement. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par une dotation aux amortissements de 0,9 G\$ et par l'incidence du change de 1,0 G\$.

La hausse des emprunts généraux au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019 s'explique par l'augmentation des prélèvements sur la facilité de crédit générale renouvelable et par l'appréciation de 3 % du dollar canadien par rapport au dollar américain à la date de clôture.

Les emprunts sans recours ont augmenté de 0,7 G\$ depuis la fin de l'exercice. Cette augmentation s'explique par les emprunts additionnels d'un montant net de 1 G\$, principalement liés à nos acquisitions récentes, en partie contrebalancés par l'incidence du change, les monnaies autres que le dollar américain dans lesquelles sont libellés les emprunts au niveau de l'actif s'étant dépréciées par rapport au dollar américain, et par les emprunts sans recours reclassés comme détenus en vue de la vente.

Les capitaux propres de la société ont augmenté de 0,3 G\$ depuis la fin de l'exercice. L'augmentation tient à l'émission de titres de capitaux propres en juillet 2019, à un profit à la vente d'une participation ne donnant pas le contrôle de 17 % dans notre entreprise de routes à péage au Chili comptabilisé directement dans les capitaux propres et au bénéfice global comptabilisé au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par des distributions payées à nos porteurs de parts et par les rachats de nos parts de société.

Conversion des devises

En raison de la nature de nos activités à l'échelle mondiale, les fluctuations des monnaies étrangères pourraient avoir une incidence sur les résultats financiers de la période considérée. Le tableau suivant illustre les taux de change les plus importants qui ont une incidence sur nos activités.

	Taux à la fin de la période			Taux moyen					
				Pour les trimestres clos les 30 septembre			Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
	Au 30 septembre 2019	Au 31 décembre 2018	Variation	2019	2018	Variation	2019	2018	Variation
Dollar australien	0,6750	0,7050	(4) %	0,6854	0,7315	(6) %	0,6992	0,7579	(8) %
Real brésilien	0,2401	0,2581	(7) %	0,2520	0,2531	— %	0,2572	0,2774	(7) %
Livre sterling	1,2292	1,2760	(4) %	1,2325	1,3032	(5) %	1,2730	1,3516	(6) %
Dollar canadien	0,7553	0,7331	3 %	0,7574	0,7652	(1) %	0,7524	0,7769	(3) %

Au 30 septembre 2019, les capitaux propres de notre société, qui se chiffraient à 16,2 G\$, étaient investis dans les monnaies suivantes : real brésilien – 22 %; dollar canadien – 22 %; livre sterling – 11 %; dollar américain – 11 %; dollar australien – 10 %; autres monnaies – 24 %. Les taux de change par rapport au dollar américain avaient diminué à la fin du troisième trimestre de 2019, par rapport au 31 décembre 2018, en ce qui concerne la plupart de nos placements importants libellés en monnaies autres que le dollar américain, ce qui a réduit les valeurs comptables des actifs et des passifs de nos filiales ou de nos placements dans ces régions.

Le tableau suivant présente la répartition de l'incidence de la conversion des devises sur les capitaux propres de la société en fonction des monnaies autres que le dollar américain les plus importantes.

	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Dollar australien	(68) \$	(42) \$	(75) \$	(137) \$
Real brésilien	(405)	(182)	(351)	(1 128)
Livre sterling	(57)	(21)	(65)	(57)
Dollar canadien	(32)	(24)	105	16
Autres	(170)	(31)	(113)	(56)
	(732)	(300)	(499)	(1 362)
Couvertures de change	28	39	(56)	28
	(704) \$	(261) \$	(555) \$	(1 334) \$
Attribuable aux éléments suivants :				
Porteurs de parts	(372) \$	(149) \$	(340) \$	(696) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(332)	(112)	(215)	(638)
	(704) \$	(261) \$	(555) \$	(1 334) \$

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019, l'incidence de la conversion des devises sur les capitaux propres de la société, y compris ceux attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, a représenté une diminution 0,7 G\$ et de 0,6 G\$, respectivement.

Nous avons recours à des contrats financiers et à des instruments d'emprunt libellés en monnaies locales pour couvrir l'exposition à la plupart des devises. Nous bénéficions pour l'essentiel d'une couverture à l'égard des monnaies australienne, britannique et européenne, et l'augmentation des couvertures de change a partiellement contrebalancé le bénéfice enregistré au cours du trimestre. Nous avons également conclu des contrats de couverture en vue d'atténuer l'exposition au risque de change à l'égard des monnaies canadienne, chilienne et péruvienne.

Les taux de change moyens ont une incidence sur les équivalents en dollars américains des produits et du bénéfice net liés aux activités autres que celles aux États-Unis, sur une base comparable. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019, la majorité des monnaies dans lesquelles nous exerçons nos activités se sont dépréciées par rapport au dollar américain, ce qui a entraîné une diminution de l'équivalent en dollars américains des produits et du bénéfice net dans ces monnaies.

Sommaire des résultats trimestriels

Les résultats trimestriels pour les huit plus récents trimestres se présentent comme suit :

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, SAUF LES DONNÉES PAR PART

<u>Trimestres clos</u>	2019			2018				2017
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Produits	1 664 \$	1 685 \$	1 593 \$	1 428 \$	1 167 \$	1 044 \$	1 013 \$	984 \$
Coûts d'exploitation directs	(850)	(840)	(798)	(729)	(603)	(467)	(409)	(399)
Bénéfice (perte) des participations dans des entreprises associées et des coentreprises	36	34	18	23	(32)	1	(5)	35
Charges								
Intérêts	(229)	(241)	(212)	(176)	(140)	(125)	(114)	(113)
Frais généraux et administratifs	(75)	(64)	(61)	(54)	(57)	(54)	(58)	(66)
Éléments d'évaluation								
Variations de la juste valeur et autres	34	64	(8)	(45)	5	80	(60)	6
Amortissements	(317)	(323)	(292)	(232)	(188)	(188)	(193)	(130)
Profit à la vente d'entreprises associées	—	—	—	—	—	—	338	—
Charge d'impôt sur le résultat	(58)	(61)	(75)	(42)	(65)	(72)	(185)	(75)
Bénéfice net	205	254	165	173	87	219	327	242
Bénéfice net attribuable à d'autres entités	176	212	171	147	107	155	205	212
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux commanditaires	29	42	(6)	26	(20)	64	122	30
Bénéfice net (perte nette) par part de société en commandite	0,07 \$	0,12 \$	(0,05) \$	0,06 \$	(0,10) \$	0,21 \$	0,42 \$	0,09 \$

La croissance interne, qui comprend l'indexation en fonction de l'inflation, la croissance des volumes liée au PIB et le réinvestissement de capital sont toujours des facteurs clés pour nos résultats. En outre, les résultats ont profité de l'apport des nouveaux placements au cours des huit derniers trimestres. En supposant un taux de change constant, ces éléments se sont soldés par des augmentations de nos produits, de nos coûts d'exploitation directs, de nos charges d'intérêts et de notre dotation aux amortissements. En plus des éléments susmentionnés, le bénéfice net est également touché par les ajustements de la juste valeur et par les autres produits et charges, qui se composent principalement des couvertures de change.

Globalement, nous sommes d'avis que le caractère saisonnier n'a pas une incidence importante sur nos activités, en raison principalement de la diversification de nos activités d'un point de vue géographique et sectoriel.

PRINCIPAUX POSTES DES ÉTATS DU RÉSULTAT NET ET DES ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Pour mesurer la performance, nous nous concentrons sur le bénéfice net, une mesure conforme aux normes IFRS, ainsi que sur certaines mesures non conformes aux normes IFRS, y compris, mais sans s'y limiter, les flux de trésorerie liés aux opérations, les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté et le capital investi. Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt sur le résultat différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie. Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés comme les flux de trésorerie liés aux opérations, diminués des dépenses d'investissement nécessaires pour maintenir la performance actuelle de nos activités (investissements de maintien). Nous définissons le BAIIA ajusté comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, des charges d'intérêts, de l'impôt sur le résultat exigible et différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie. Nous définissons le bénéfice ajusté comme le bénéfice net attribuable à notre société, excluant l'incidence de la dotation aux amortissements découlant de la réévaluation des immobilisations corporelles et l'incidence de la comptabilisation du prix d'achat, de l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et des profits et pertes à la cession. Nous définissons le capital investi comme les capitaux propres de la société, déduction faite de l'incidence des éléments suivants : la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation, le déficit ou les bénéfices non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les changements de participation.

Tout comme le bénéfice net et d'autres mesures conformes aux normes IFRS, les flux de trésorerie liés aux opérations, le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté et le capital investi sont des mesures clés de notre performance financière que nous utilisons pour évaluer les résultats et la performance de nos activités sur une base sectorielle. Les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés sont également une mesure de la performance opérationnelle et ils représentent la capacité de nos entreprises à générer un bénéfice durable. Le bénéfice ajusté est une mesure de la performance opérationnelle utilisée pour évaluer la capacité de nos entreprises à générer un bénéfice récurrent, ce qui permet aux utilisateurs de mieux comprendre et d'évaluer la performance financière sous-jacente de notre société. Le capital investi, qui indique le montant des apports en capital à notre société, est une mesure que nous utilisons pour évaluer le rendement du capital investi par rapport au rendement visé.

Puisque ces mesures ne sont pas calculées conformément aux normes IFRS et qu'elles n'ont aucune signification normalisée en vertu des normes IFRS, il est peu probable que les flux de trésorerie liés aux opérations, les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté et le capital investi soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs, et ils constituent des outils d'analyse qui comportent des limites. Plus particulièrement, notre définition des flux de trésorerie liés aux opérations peut être différente de la définition utilisée par d'autres sociétés et de la définition des flux de trésorerie liés aux opérations utilisée par l'Association des biens immobiliers du Canada (la « REALpac ») et la National Association of Real Estate Investment Trusts, Inc. (la « NAREIT »), entre autres parce que la définition de la NAREIT est fondée sur les PCGR des États-Unis et non sur les normes IFRS.

Pour plus de détails concernant notre utilisation des flux de trésorerie liés aux opérations, des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, du BAIIA ajusté, du bénéfice ajusté et du capital investi, ainsi que pour un rapprochement avec les mesures conformes aux normes IFRS les plus comparables à ces mesures, consulter la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, SAUF LES DONNÉES PAR PART

Mesures clés	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Bénéfice net attribuable à la société ¹	82 \$	5 \$	210 \$	339 \$
Bénéfice net (perte nette) par part de société en commandite ²	0,07	(0,10)	0,14	0,53
Flux de trésorerie liés aux opérations ³	338	278	1 026	905
Flux de trésorerie liés aux opérations par part ⁴	0,82	0,71	2,55	2,31
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ⁵	261	209	822	729
Rendement du capital investi ⁶	11 %	10 %	12 %	11 %
BAIIA ajusté ⁷	463	369	1 407	1 182
Bénéfice ajusté ⁸	126	101	435	395
Bénéfice ajusté par part ⁴	0,30	0,26	1,07	1,01
Distributions par part	0,50	0,47	1,51	1,41
Ratio de distribution des flux de trésorerie liés aux opérations ⁹	78 %	82 %	74 %	76 %

1. Le bénéfice net attribuable à la société comprend le bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, au commandité et aux commanditaires.
2. Le nombre moyen de parts de société en commandite en circulation, pondéré en fonction du temps, était de 290,9 millions et de 282,9 millions pour le trimestre et la période de neuf mois, respectivement (2018 – 276,8 millions et 276,7 millions).
3. Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt sur le résultat différé, des coûts de résiliation et de transaction ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et des flux de trésorerie liés aux opérations.
4. Le nombre moyen de parts en circulation au cours du trimestre et de la période de neuf mois était de 414,6 millions et de 404,0 millions, respectivement (2018 – 394,2 millions et 394,1 millions), ce qui comprend les parts de société en commandite, les parts de société en commandite rachetables, les parts d'Exchange LP et les parts de commandité.
5. Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés comme les flux de trésorerie liés aux opérations diminués des investissements de maintien. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés.
6. Nous définissons le rendement du capital investi comme les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, après un ajustement pour tenir compte d'une tranche estimative du bénéfice qui représente un rendement du capital sur les entreprises qui reposent sur des concessions, divisés par le capital investi. L'estimation du rendement du capital pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 se chiffre à 28 M\$ et à 81 M\$, respectivement (2018 – 21 M\$ et 68 M\$). Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement des capitaux propres de la société et du capital investi.
7. Nous définissons le BAIIA ajusté comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, des charges d'intérêts, de l'impôt sur le résultat exigible et différé, des coûts de résiliation et de transaction ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et du BAIIA ajusté.
8. Nous définissons le bénéfice ajusté comme le bénéfice net attribuable à notre société, excluant l'incidence de la dotation aux amortissements découlant de la réévaluation des immobilisations corporelles et l'incidence de la comptabilisation du prix d'achat, de l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et des profits et pertes à la cession. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et du bénéfice ajusté.
9. Le ratio de distribution est défini comme les distributions versées par part (y compris les distributions incitatives et les distributions sur parts privilégiées du commandité), divisées par les flux de trésorerie liés aux opérations.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, les flux de trésorerie liés aux opérations ont totalisé 338 M\$ (0,82 \$ par part), comparativement à des flux de trésorerie liés aux opérations de 278 M\$ (0,71 \$ par part) pour le trimestre correspondant de 2018. Les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté de 15 % par part par rapport à 2018 en raison de la croissance interne de 9 % ainsi que du bénéfice additionnel sur le capital investi au cours des 12 derniers mois. La croissance interne a été générée par l'indexation en fonction de l'inflation dans approximativement 75 % de nos entreprises, la forte croissance des volumes découlant du PIB, surtout en ce qui concerne nos activités de transport, et l'apport de projets d'investissement relutifs mis en service au cours de la période. La société a versé des distributions de 0,5025 \$ par part, soit une augmentation de 7 % par rapport à l'exercice précédent.

Les résultats enregistrés au troisième trimestre reflètent les avantages procurés par la plus récente phase de notre stratégie de rotation d'actifs, un élément essentiel du cycle complet de notre plan d'investissement. L'an dernier, nous avons tiré un produit combiné de 1,5 G\$ de la vente de participations dans une entreprise de transport d'électricité au Chili dont les risques ont été atténués et de l'obtention d'un financement à l'égard de notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil. Ces monétisations ont été réalisées selon des valeurs représentant un rendement moyen des flux de trésorerie liés aux opérations de 7 %, et le produit a par la suite été réinvesti dans sept entreprises dont la croissance est supérieure dans nos secteurs des services publics, de l'énergie et des infrastructures de données, ce qui a généré un rendement moyen des flux de trésorerie liés aux opérations de 12 %. Ces initiatives ont fourni des flux de trésorerie liés aux opérations par part additionnels de 0,05 \$ en 2019. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, les flux de trésorerie liés aux opérations ont totalisé 1 026 M\$ (2,55 \$ par part), comparativement à des flux de trésorerie liés aux opérations de 905 M\$ (2,31 \$ par part) pour la période correspondante de 2018. Les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté de 10 % par part par rapport à 2018 en raison principalement de la croissance interne.

Les tableaux qui suivent présentent certains postes des états du résultat net et des états de la situation financière par secteur opérationnel, sur une base proportionnelle.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
États du résultat net				
Bénéfice net (perte nette) par secteur				
Services publics	85 \$	67 \$	269 \$	190 \$
Transport	16	(46)	39	(10)
Énergie	18	5	59	13
Infrastructures de données	—	3	(9)	7
Siège social	(37)	(24)	(148)	139
Bénéfice net	82 \$	5 \$	210 \$	339 \$
BAlIA ajusté par secteur				
Services publics	190 \$	172 \$	561 \$	552 \$
Transport	174	158	547	509
Énergie	128	73	378	221
Infrastructures de données	46	23	121	69
Siège social	(75)	(57)	(200)	(169)
BAlIA ajusté	463 \$	369 \$	1 407 \$	1 182 \$
Flux de trésorerie liés aux opérations par secteur				
Services publics	145 \$	130 \$	425 \$	438 \$
Transport	128	119	402	389
Énergie	100	59	303	179
Infrastructures de données	36	19	94	57
Siège social	(71)	(49)	(198)	(158)
Flux de trésorerie liés aux opérations	338 \$	278 \$	1 026 \$	905 \$

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS			
États de la situation financière		Au 30 septembre 2019	Au 31 décembre 2018
Total de l'actif par secteur			
Services publics		4 797 \$	4 864 \$
Transport		5 872	6 424
Énergie		5 223	4 722
Infrastructures de données		2 012	1 446
Siège social		(811)	(929)
Total de l'actif		17 093 \$	16 527 \$
Dette nette par secteur			
Services publics		3 051 \$	3 077 \$
Transport		2 599	2 797
Énergie		2 185	1 905
Infrastructures de données		760	564
Siège social		1 808	1 755
Dette nette		10 403 \$	10 098 \$
Capitaux propres de la société par secteur			
Services publics		1 746 \$	1 787 \$
Transport		3 273	3 627
Énergie		3 038	2 817
Infrastructures de données		1 252	882
Siège social		(2 619)	(2 684)
Capitaux propres de la société		6 690 \$	6 429 \$

INFORMATION SECTORIELLE

Dans cette rubrique, nous examinons les résultats de nos principaux secteurs opérationnels, soit les services publics, le transport, l'énergie et les infrastructures de données. Chaque secteur est présenté sur une base proportionnelle et prend en compte les participations de Brookfield Infrastructure dans des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, sur lesquelles notre société exerce un contrôle, une influence notable ou un contrôle conjoint. Se reporter à la rubrique « Analyse des éléments de rapprochement par secteur », à la page 79, pour obtenir un rapprochement des résultats sectoriels et de l'état du résultat net de notre société conformément aux normes IFRS.



Services publics

Notre secteur des services publics est composé d'entreprises qui nous permettent d'obtenir un rendement réglementé. Elles comprennent des entreprises de transport réglementé (gaz naturel et électricité) et de distribution réglementée (raccordements à l'électricité et au gaz naturel) et un terminal réglementé (terminal d'exportation de charbon). Ces entreprises enregistrent des rendements au sein d'un marché réglementé ou théoriquement prévu, selon une base tarifaire, ou des produits des activités ordinaires conformément à des accords de concession à long terme, à des contrats bilatéraux privés approuvés ou ratifiés par l'organisme de réglementation ou à des cadres de contrôle des prix. Notre base tarifaire augmente selon le capital investi pour moderniser et développer nos réseaux. Selon le territoire, notre base tarifaire peut également augmenter avec l'inflation et les investissements de maintien ou encore diminuer avec la dépréciation réglementaire. Le rendement obtenu est généralement déterminé par un organisme de réglementation pour des périodes de temps prescrites. Par la suite, il peut être assujéti à des révisions d'usage sur la base de critères établis. Notre portefeuille diversifié d'actifs nous permet d'atténuer l'exposition aux risques liés à chacun de ces régimes de réglementation. En outre, compte tenu des structures des franchises et des économies d'échelle qui s'appliquent à nos entreprises, nous bénéficions souvent d'avantages concurrentiels importants lorsque vient le temps de soumissionner sur des projets qui élargiraient notre base tarifaire et nous permettraient de gagner des produits des activités ordinaires additionnels. En conséquence, nous nous attendons à ce que ce secteur génère des produits et des marges stables au fil du temps qui devraient augmenter avec l'investissement de capitaux supplémentaires et l'inflation. La presque totalité du BAIIA ajusté de notre secteur des services publics provient de produits tirés des activités réglementées ou contractuelles.

Pour notre secteur des services publics, les objectifs consistent à investir des capitaux afin d'élargir notre base tarifaire, de même qu'à offrir un service sûr, fiable et économiquement satisfaisant à nos clients. Si nous atteignons ces objectifs, nous serons en mesure d'obtenir un rendement approprié de la base tarifaire. Notre performance peut se mesurer par la croissance de notre base tarifaire, par le rendement de notre base tarifaire, de même que par la croissance de nos flux de trésorerie liés aux opérations ajustés.

Notre secteur des services publics se compose des éléments suivants :

Transport réglementé

- Environ 2 700 kilomètres de conduites de transport de gaz naturel en Amérique du Nord et en Amérique du Sud.
- Environ 2 200 kilomètres de lignes de transport en exploitation en Amérique du Nord et en Amérique du Sud, de même que 3 600 kilomètres additionnels de nouveaux projets pour le transport d'électricité en voie d'aménagement en Amérique du Sud.

Distribution réglementée

- Environ 6,9 millions de raccordements, principalement d'électricité et de gaz naturel, et environ 1,3 million de compteurs intelligents acquis.

Terminal réglementé

- L'un des plus grands terminaux d'exportation de charbon métallurgique dans le monde, avec une capacité de 85 millions de tonnes par année (« Mtpa »).

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente notre quote-part des mesures clés de notre secteur des services publics.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Base tarifaire	4 542 \$	4 505 \$	4 542 \$	4 505 \$
Flux de trésorerie liés aux opérations ¹	145	130	425	438
Investissements de maintien	(4)	(4)	(12)	(13)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ¹	141 \$	126 \$	413 \$	425 \$
Rendement de la base tarifaire ^{2,3}	12 %	11 %	12 %	11 %

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.
2. Le rendement de la base tarifaire correspond au BAIIA ajusté divisé par la base tarifaire moyenne pondérée dans le temps.
3. Le rendement de la base tarifaire exclut l'incidence des produits liés aux raccordements dans notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, notre secteur des services publics a dégagé des flux de trésorerie liés aux opérations de 145 M\$, comparativement à 130 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie liés aux opérations reflètent les avantages procurés par la forte croissance interne qui découle principalement de l'indexation en fonction de l'inflation dans l'ensemble de notre portefeuille, des projets d'investissement mis en service au sein de notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni au cours des 12 derniers mois et de l'incidence de la hausse des taux liés aux contrats de change.

Le tableau suivant présente notre quote-part du BAIIA ajusté et des flux de trésorerie liés aux opérations des entreprises de ce secteur opérationnel.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	BAIIA ajusté ¹				Flux de trésorerie liés aux opérations ¹			
	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Transport réglementé	75 \$	69 \$	228 \$	251 \$	58 \$	53 \$	175 \$	210 \$
Distribution réglementée	87	77	249	222	69	60	196	177
Terminal réglementé	28	26	84	79	18	17	54	51
Total	190 \$	172 \$	561 \$	552 \$	145 \$	130 \$	425 \$	438 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations générés par nos activités liées au transport réglementé se sont chiffrés respectivement à 75 M\$ et à 58 M\$, contre 69 M\$ et 53 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté en raison des avantages procurés par l'indexation en fonction de l'inflation et de l'apport additionnel de l'acquisition de la participation restante de 50 % dans 800 km de lignes de transport en exploitation au Brésil.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations générés par nos activités liées à la distribution réglementée se sont chiffrés respectivement à 87 M\$ et à 69 M\$, contre 77 M\$ et 60 M\$, respectivement, pour la période correspondante de 2018. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté en raison de l'avantage procuré par l'indexation en fonction de l'inflation et de l'apport des nouveaux raccordements et des compteurs intelligents ajoutés à la base tarifaire au cours des 12 derniers mois au sein de notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, les activités liées au terminal réglementé ont enregistré un BAIIA ajusté et des flux de trésorerie liés aux opérations de 28 M\$ et de 18 M\$, respectivement, comparativement à 26 M\$ et à 17 M\$, respectivement, pour la période correspondante de 2018. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison de l'indexation en fonction de l'inflation et de l'incidence positive de la hausse des taux de couverture de nos contrats libellés en dollars australiens.

Le tableau qui suit présente l'évolution de notre quote-part de la base tarifaire.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019	Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018
Base tarifaire au début de la période	4 770 \$	4 511 \$	5 638 \$
Acquisitions	—	—	63
Incidence des ventes d'actifs	—	—	(969)
Dépenses d'investissement liées aux projets mis en service	89	219	395
Inflation et autre indexation	48	187	65
Amortissement réglementaire	(53)	(75)	(68)
Écart de change et autres	(312)	(300)	(613)
Base tarifaire à la fin de la période	4 542 \$	4 542 \$	4 511 \$

Au 30 septembre 2019, notre base tarifaire se chiffrait à 4,5 G\$, soit un montant relativement comparable à celui enregistré à la fin de l'exercice. Notre base tarifaire a augmenté en raison des nouveaux raccordements au sein de notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni et de l'indexation en fonction de l'inflation au sein de notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil, facteurs partiellement contrebalancés par l'incidence du change.

Le tableau suivant présente l'évolution de notre quote-part du carnet d'investissements et des projets d'investissement devant être mis en service.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019	Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018
Carnet d'investissements au début de la période	854 \$	815 \$	1 140 \$
Incidence des ventes d'actifs	—	—	(124)
Nouveaux mandats de projets d'investissement	89	388	365
Moins : dépenses d'investissement	(115)	(307)	(402)
Écart de change et autres	(61)	(129)	(164)
Carnet d'investissements à la fin de la période	767	767	815
Travaux de construction en cours	258	258	190
Total des projets d'investissement devant être mis en service	1 025 \$	1 025 \$	1 005 \$

Au 30 septembre 2019, le carnet d'investissements se chiffrait à 767 M\$, contre 815 M\$ au 31 décembre 2018. Le carnet d'investissements a trait à des projets qui ont été obtenus ou déposés auprès d'organismes de réglementation et qui devraient être mis en service et pris en compte dans la base tarifaire au cours des trois prochaines années. Le total du carnet d'investissements a diminué, les nouveaux raccordements et les compteurs intelligents installés au sein de notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni et l'ajout de 900 kilomètres de nouvelles lignes de transport au Brésil ayant été plus que contrebalancés par les projets d'investissement mis en service pris en compte dans la base tarifaire et par l'incidence du change. Notre entreprise de distribution réglementée au Royaume-Uni et notre réseau de transport d'électricité au Brésil ont fourni l'apport le plus important à nos projets d'investissement devant être mis en service pris en compte dans la base tarifaire, leurs projets totalisant 670 M\$ et 300 M\$, respectivement.

Événements récents

Après la clôture du trimestre, Brookfield Infrastructure, de concert avec des partenaires institutionnels, a acquis une participation donnant le contrôle commun de deux gazoducs en exploitation au Mexique pour approximativement 135 M\$. Ces gazoducs ont été construits en 2016 et constituent des infrastructures critiques qui approvisionnent en gaz naturel à faible coût provenant du Texas le centre et l'ouest du Mexique, où la demande est croissante. Il fournira une source de flux de trésorerie stable en vertu d'un contrat d'achat ferme à long terme échéant en 2041 conclu avec un exploitant de premier ordre. De plus, le risque de change est atténué par le fait que les produits sont dollarisés au moyen d'un facteur d'augmentation lié à l'inflation.

Brookfield Infrastructure a accepté de vendre notre entreprise de distribution réglementée en Colombie en septembre 2019. Nous avons été propriétaires de cette entreprise durant sept années, et au cours de cette période, nous en avons fait croître le BAIIA d'approximativement 10 % chaque année. Cet accomplissement tient à la mise en service de plusieurs projets d'investissement relatifs, à l'amélioration des marges grâce à la réduction des pertes sur les lignes énergétiques et à l'amélioration du bilan grâce à du financement à long terme de grande qualité.



Transport

Notre secteur du transport est composé de réseaux d'accès libre qui offrent des services de transport, de stockage et de manutention du fret, de marchandises en vrac et de passagers pour lesquels nous touchons une redevance d'accès ou sommes rémunérés pour services rendus. La rentabilité est fonction du volume des services fournis et du prix obtenu pour ces services. Ce secteur opérationnel est constitué d'entreprises fixant des prix plafonds du fait de la réglementation, comme nos activités ferroviaires et nos activités liées aux routes à péage, de même que d'entreprises non réglementées, comme nos ports. Les entreprises de transport sont, en règle générale, confrontées à d'importantes barrières à l'entrée et, dans plusieurs cas, ne disposent que d'un nombre restreint de substituts sur le marché local. Bien que ces entreprises affichent une sensibilité au prix du marché et au volume supérieure à celle de notre secteur des services publics, les produits sont généralement stables et, dans plusieurs cas, reposent sur des contrats ou des relations avec les clients. La diversification au sein de notre secteur du transport atténue l'impact des fluctuations de la demande d'un secteur d'activité, d'une marchandise ou d'un client en particulier. Environ 85 % du BAIIA ajusté de notre secteur du transport provient de produits tirés des contrats ou d'activités réglementées.

Pour notre secteur du transport, nos objectifs consistent à offrir un service sûr et fiable à nos clients et à répondre à leurs besoins en matière de croissance grâce à une utilisation accrue de nos actifs et à l'expansion de notre capacité par une utilisation efficace du capital. Si nous y parvenons, nous serons en mesure de facturer un tarif approprié pour nos services et d'obtenir un rendement attrayant sur le capital investi. Notre performance peut se mesurer par la croissance de nos produits et par notre marge du BAIIA ajusté.

Notre secteur du transport se compose des éléments suivants :

Chemins de fer

- Seul fournisseur de réseau de chemins de fer dans la moitié sud de l'Australie-Occidentale, avec environ 5 500 kilomètres de voies ferrées, et exploitant d'environ 4 800 kilomètres de voies ferrées en Amérique du Sud.

Routes à péage

- Environ 4 200 kilomètres d'autoroutes au Brésil, au Chili, au Pérou et en Inde.

Ports

- 13 terminaux portuaires situés en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Australie.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente notre quote-part des mesures clés de notre secteur du transport.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Investissements de croissance	33 \$	73 \$	127 \$	158 \$
Marge du BAIIA ajusté ¹	56 %	41 %	51 %	42 %
Flux de trésorerie liés aux opérations ²	128	119	402	389
Investissements de maintien	(35)	(35)	(116)	(107)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ²	93 \$	84 \$	286 \$	282 \$

1. La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits. Elle est calculée déduction faite des produits tirés des projets de construction et des coûts qui sont engagés au sein de notre entreprise de routes à péage au Pérou pendant la construction de nos routes à péage. La marge du BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et du BAIIA ajusté.

2. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, notre secteur du transport a dégagé des flux de trésorerie liés aux opérations de 128 M\$, comparativement à 119 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats pour le secteur ont profité de la croissance interne de 9 % découlant de l'augmentation des volumes ferroviaires en Australie, de la croissance des volumes liée au PIB pour nos entreprises de ports, de l'augmentation des débits de circulation et des tarifs au sein de notre portefeuille mondial de routes à péage. Pour la période considérée, les résultats ont également profité de l'incidence de la hausse des taux liés à nos contrats de change sur la conversion en dollars américains de notre BAIIA ajusté et de nos flux de trésorerie liés aux opérations libellés en monnaies étrangères. Ces facteurs positifs ont été partiellement contrebalancés par l'incidence de la vente d'une participation de 33 % dans notre entreprise de routes à péage au Chili en février et par l'incidence de la vente de notre entreprise de ports en Europe conclue en juin.

Le tableau suivant présente la quote-part du BAIIA ajusté et des flux de trésorerie liés aux opérations pour chacune des activités composant ce secteur opérationnel.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	BAIIA ajusté ¹				Flux de trésorerie liés aux opérations ¹			
	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Chemins de fer	67 \$	60 \$	211 \$	199 \$	51 \$	45 \$	161 \$	152 \$
Routes à péage	82	76	236	241	58	56	168	178
Ports	25	22	100	69	19	18	73	59
Total	174 \$	158 \$	547 \$	509 \$	128 \$	119 \$	402 \$	389 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, nos activités liées aux chemins de fer ont généré un BAIIA ajusté et des flux de trésorerie liés aux opérations de 67 M\$ et de 51 M\$, respectivement, contre 60 M\$ et 45 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Les résultats ont profité des volumes élevés en Australie, de l'augmentation des tarifs au Brésil et de la hausse des taux de couverture sur nos contrats libellés en dollars australiens. Les résultats de l'exercice précédent ont également subi l'incidence de l'assouplissement des tarifs accordé à l'un de nos acheteurs de minerai de fer.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, nos routes à péage ont généré un BAIIA ajusté et des flux de trésorerie liés aux opérations de 82 M\$ et de 58 M\$, respectivement, contre 76 M\$ et 56 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté par rapport à ceux enregistrés à l'exercice précédent, en raison des avantages procurés par les hausses de tarifs en fonction de l'inflation et par l'augmentation des débits de circulation de 4 % et de 5 %, respectivement, dans l'ensemble de notre portefeuille. Ces facteurs positifs ont été partiellement contrebalancés par l'incidence de la vente d'une participation de 33 % dans notre entreprise au Chili conclue en février.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, nos activités portuaires ont généré un BAIIA ajusté de 25 M\$ et des flux de trésorerie liés aux opérations de 19 M\$, comparativement à 22 M\$ et à 18 M\$, respectivement, pour 2018. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté par rapport à l'exercice précédent, les volumes ayant profité de niveaux élevés d'activité liée aux conteneurs au sein de notre entreprise au Royaume-Uni et de la hausse des tarifs gagnés par nos activités en Australie, facteur partiellement contrebalancé par l'incidence de la vente de notre entreprise de ports en Europe conclue en juin.

Le tableau suivant présente l'évolution de notre quote-part du carnet d'investissements et des projets d'investissement devant être mis en service.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019	Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018
Carnet d'investissements au début de la période	387 \$	500 \$	637 \$
Nouveaux mandats de projets d'investissement	23	31	174
Moins : dépenses d'investissement	(33)	(127)	(208)
Écart de change et autres	(37)	(64)	(103)
Carnet d'investissements à la fin de la période	340	340	500
Travaux de construction en cours	183	183	162
Total des projets d'investissement devant être mis en service	523 \$	523 \$	662 \$

Au 30 septembre 2019, le carnet d'investissements se chiffrait à 340 M\$, contre 500 M\$ au 31 décembre 2018. Les projets d'investissement devant être mis en service ont trait entre autres à l'amélioration et à l'expansion de nos réseaux ferroviaires, à l'augmentation et à l'élargissement des voies sur certaines routes pour répondre à la hausse des débits de circulation ainsi qu'au creusage de mouillages plus profonds et à l'amélioration et à la modernisation des infrastructures existantes dans nos ports. Le carnet d'investissements a diminué, puisque les mandats obtenus ont été plus que contrebalancés par les dépenses d'investissement engagées au cours de la période et par l'incidence du change. Nos entreprises de routes à péage en Amérique du Sud et notre entreprise de chemins de fer au Brésil sont les entreprises dont l'apport aux projets d'investissement devant être mis en service devrait être le plus important, avec des investissements respectifs d'environ 480 M\$ et 15 M\$.

Événements récents

En juillet 2019, Brookfield Infrastructure a annoncé l'acquisition et la fermeture du capital de Genesee & Wyoming, Inc. (« G&W ») pour un montant de 8,4 G\$, de concert avec des investisseurs institutionnels (quote-part revenant à BIP – approximativement 500 M\$). G&W détient 120 chemins de fer d'intérêt local et 26 000 kilomètres de voie ferrée et dessert plus de 3 000 clients. Les approbations des actionnaires de G&W et du Surface Transportation Board (le « STB ») ont été reçues en octobre 2019. La transaction devrait se conclure au quatrième trimestre, une fois reçues le reste des approbations réglementaires habituelles.

En septembre 2019, Brookfield Infrastructure a conclu un accord visant la vente d'une autre participation de 33 % dans notre entreprise de routes à péage au Chili à un prix d'achat comparable à celui de la vente de la participation initiale de 33 % conclue plus tôt cette année. La vente devrait se conclure au quatrième trimestre et se soldera par un produit d'approximativement 170 M\$ pour BIP.



Énergie

Notre secteur de l'énergie est composé de systèmes qui fournissent des services du secteur médian du gaz naturel (transport, collecte et traitement) et des services de stockage de gaz naturel, ainsi que des services liés à l'énergie décentralisée. La rentabilité se fonde sur les volumes et les prix obtenus lors de la fourniture de ces services. Ce secteur opérationnel est constitué d'entreprises assujetties à une réglementation, comme notre entreprise de transport de gaz naturel dont les services sont assujettis à des plafonds tarifaires, de même que d'entreprises essentiellement non réglementées, comme notre entreprise d'énergie de quartier. Les entreprises du secteur de l'énergie doivent généralement surmonter d'importantes barrières à l'entrée du fait des coûts fixes élevés, des économies d'échelle ou des positions uniques occupées dans leurs marchés locaux. Notre secteur de l'énergie devrait tirer profit de la hausse prévue de la demande pour de l'énergie. Bien que ces entreprises soient plus sensibles aux prix du marché et au volume que notre secteur des services publics, leurs produits font généralement l'objet d'engagements contractuels assortis de durées variables et sont relativement stables.

Pour notre secteur de l'énergie, nos objectifs consistent à offrir un service sûr et fiable à nos clients et à satisfaire leurs besoins de croissance en augmentant l'utilisation de nos actifs et en développant notre capacité par une utilisation efficace des capitaux. Si nous y parvenons, nous serons en mesure de facturer un tarif approprié pour nos services et d'obtenir un rendement attrayant sur le capital investi. Notre performance peut se mesurer par la croissance de nos produits, par notre marge du BAIIA ajusté, ainsi que par la croissance de nos flux de trésorerie liés aux opérations ajustés.

Notre secteur de l'énergie se compose des éléments suivants :

Activités du secteur médian du gaz naturel

- Environ 16 500 kilomètres de conduites de transport de gaz naturel aux États-Unis et en Inde.
- Stockage de gaz naturel d'environ 600 milliards de pieds cubes (« Gpi³ ») aux États-Unis et au Canada.
- 13 usines de traitement de gaz naturel ayant une capacité totale de traitement d'environ 1,0 Gpi³ par jour et environ 1 200 kilomètres de pipelines collecteurs de gaz au Canada.

Énergie décentralisée

- Services de chauffage et de refroidissement offerts aux clients à partir de systèmes centralisés comprenant des usines de chauffage pouvant livrer 3 192 000 livres par heure de vapeur, des systèmes centralisés de distribution de gaz et de cogénération pour le chauffage, le refroidissement et l'énergie, une capacité de refroidissement contractuelle de 305 000 tonnes et environ 28 000 raccordements pour les services de distribution de gaz naturel et d'eau et de collection d'eaux usées.
- Infrastructures en matière d'énergie résidentielle, dont la location de chauffe-eau et de systèmes de chauffage, ventilation et climatisation (« CVC »), de même que d'autres services résidentiels essentiels à environ 1,6 million de clients par année au Canada et aux États-Unis, et environ 270 000 services de compteurs divisionnaires sous contrat au Canada.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente notre quote-part des mesures clés de notre secteur de l'énergie.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Investissements de croissance	55 \$	22 \$	138 \$	71 \$
Marge du BAIIA ajusté ¹	49 %	50 %	50 %	51 %
Flux de trésorerie liés aux opérations ²	100	59	303	179
Investissements de maintien	(34)	(27)	(68)	(47)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ²	66 \$	32 \$	235 \$	132 \$

1. La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits. La marge du BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et du BAIIA ajusté.
2. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, notre secteur de l'énergie a dégagé des flux de trésorerie liés aux opérations de 100 M\$, comparativement à 59 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie liés aux opérations ont profité des volumes de transport élevés et des projets d'investissement mis en service au sein de notre entreprise de transport du gaz naturel en Amérique du Nord, de l'apport de deux entreprises d'énergie en Amérique du Nord acquises en 2018 et de l'acquisition récente d'une participation dans une entreprise exploitant un gazoduc en Inde. Ces incidences positives ont été partiellement contrebalancées par l'effet d'une réduction des écarts de prix pour nos activités liées au stockage de gaz.

Le tableau suivant présente la quote-part du BAIIA ajusté et des flux de trésorerie liés aux opérations pour chacune des activités composant ce secteur opérationnel.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	BAIIA ajusté ¹				Flux de trésorerie liés aux opérations ¹			
	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Activités du secteur médian et de stockage du gaz naturel	83 \$	57 \$	261 \$	179 \$	61 \$	45 \$	204 \$	142 \$
Énergie décentralisée	45	16	117	42	39	14	99	37
Total	128 \$	73 \$	378 \$	221 \$	100 \$	59 \$	303 \$	179 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, nos activités du secteur médian du gaz naturel ont généré un BAIIA ajusté de 83 M\$ et des flux de trésorerie liés aux opérations de 61 M\$, comparativement à 57 M\$ et à 45 M\$, respectivement, pour la période correspondante de 2018. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des importants volumes de transport et de l'apport du projet d'expansion sur la côte du golfe du Mexique au sein de notre entreprise de transport de gaz naturel en Amérique du Nord. En outre, les résultats de la période considérée ont été favorisés par les apports de la portion assujettie à la réglementation provinciale de l'entreprise du secteur médian de l'énergie dans l'Ouest canadien et d'un gazoduc en Inde acquis au cours des 12 derniers mois. Ces facteurs positifs ont été partiellement contrebalancés par l'effet d'une réduction des écarts de prix pour nos activités liées au stockage de gaz.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, nos activités liées à l'énergie décentralisée ont généré un BAIIA ajusté de 45 M\$ et des flux de trésorerie liés aux opérations de 39 M\$, comparativement à 16 M\$ et à 14 M\$, respectivement, pour la période comparative. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'apport de notre entreprise d'infrastructure d'énergie résidentielle en Amérique du Nord acquise en octobre de l'exercice précédent et par de nouveaux raccordements de clients réalisés au cours des 12 derniers mois au sein de nos entreprises d'énergie de quartier en Amérique du Nord.

Le tableau suivant présente l'évolution de notre quote-part du carnet d'investissements et des projets d'investissement devant être mis en service.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019	Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018
Carnet d'investissements au début de la période	223 \$	290 \$	143 \$
Incidence des acquisitions	—	—	102
Nouveaux mandats de projets d'investissement	69	103	195
Moins : dépenses d'investissement	(55)	(138)	(135)
Écart de change et autres	(2)	(20)	(15)
Carnet d'investissements à la fin de la période	235	235	290
Travaux de construction en cours	119	119	72
Total des projets d'investissement devant être mis en service	354 \$	354 \$	362 \$

Au 30 septembre 2019, le carnet d'investissements se chiffrait à 235 M\$, contre 290 M\$ au 31 décembre 2018. Le carnet d'investissements a diminué, les nouveaux mandats de projets d'investissement ayant été plus que contrebalancés par la mise en service de la phase initiale d'un projet d'expansion au sein de notre entreprise du secteur médian de l'énergie dans l'Ouest canadien, par les dépenses d'investissement engagées au cours de la période et par l'incidence du change. Le total des projets d'investissement devant être mis en service comprend un investissement d'environ 255 M\$ dans nos activités du secteur médian du gaz naturel et un investissement d'approximativement 95 M\$ dans nos activités liées à l'énergie décentralisée.

Événements récents

Brookfield Infrastructure a conclu un accord visant la cession de notre entreprise d'énergie de quartier et de distribution en Australie en septembre 2019 pour un montant d'environ 280 M\$. L'une des principales composantes de cette entreprise est un réseau de distribution de gaz qui dessert l'État de la Tasmanie, que nous avons acquis dans le cadre de la restructuration du capital de Babcock and Brown en 2009. Au cours de la dernière décennie, nous avons investi dans l'entreprise des sommes importantes en vue d'étendre son réseau récemment construit et d'accroître le nombre de raccordements de clients. La vente devrait se conclure au quatrième trimestre de 2019.



Infrastructures de données

Notre secteur d'infrastructures de données se compose d'infrastructures essentielles au service de clients dans les secteurs des télécommunications, de la fibre optique et du stockage de données. Nos activités liées à la transmission et à la distribution de données fournissent des infrastructures et des services essentiels aux secteurs de la radiodiffusion et des télécommunications, tandis que nos activités liées au stockage de données fournissent des services et des infrastructures aux clients commerciaux. Ces services ainsi que l'accès à des infrastructures font l'objet de contrats à moyen ou à long terme assortis d'un mécanisme de rajustement en fonction de l'inflation, ce qui donne lieu à des produits et à des flux de trésorerie récurrents et prévisibles.

Ces activités produisent des flux de trésorerie stables liés à l'inflation qui sont fondés sur des contrats à moyen ou à long terme (d'une durée de jusqu'à vingt ans tant pour nos entreprises de transmission et de distribution de données que pour nos activités liées aux centres de données). Notre clientèle des services de transmission et de distribution de données se compose d'importantes sociétés de télécommunications de premier plan en France. En ce qui concerne nos activités de stockage de données, notre clientèle comprend environ 1 100 clients en colocation situés principalement aux États-Unis et provenant d'une diversité de secteurs, ainsi que des clients mondiaux à grande échelle en Asie-Pacifique et en Amérique du Sud.

Nos objectifs en ce qui concerne le secteur des infrastructures de données consistent à investir du capital afin d'améliorer et d'élargir nos gammes de services tout en fournissant un accès sécuritaire, fiable et sécurisé à nos immeubles. Si nous réussissons à atteindre ces objectifs, nous pourrions nous attirer de nouveaux clients et maintenir un faible roulement parmi nos clients existants. Le rendement de nos activités liées à la transmission et à la distribution de données et de nos activités liées aux centres de données peut être évalué par la croissance des produits et les améliorations de la marge du BAIIA ajusté.

Notre secteur des infrastructures de données se compose des éléments suivants :

Transmission et distribution de données

- Environ 7 000 tours à fonctions multiples et sites actifs installés sur des toits
- 10 000 kilomètres de réseau d'interconnexion à fibres optiques situé en France

Stockage de données

- 50 centres de données, comptant environ 1,6 million de pieds carrés de planchers surélevés situés aux États-Unis, au Brésil et en Australie
- 173 mégawatts (« MW ») de capacité de charge critique

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente notre quote-part des principales mesures pour notre secteur des infrastructures de données.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Investissements de croissance	33 \$	9 \$	74 \$	32 \$
Marge du BAIIA ajusté ¹	51 %	55 %	55 %	56 %
Flux de trésorerie liés aux opérations ²	36	19	94	57
Investissements de maintien	(4)	(3)	(8)	(9)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ²	32 \$	16 \$	86 \$	48 \$

1. La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits. La marge du BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement du bénéfice net et du BAIIA ajusté.

2. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, notre secteur des infrastructures de données a dégagé des flux de trésorerie liés aux opérations de 36 M\$, comparativement à 19 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats ont profité de la croissance interne de 5 % en raison de l'apport des projets d'investissement mis en service et des hausses de prix en fonction de l'indexation au sein de notre entreprise de télécommunications en France. Pour la période considérée, les résultats ont également profité de l'acquisition d'une entreprise de télécommunications intégrées en Nouvelle-Zélande et des centres de données au Brésil, en Asie-Pacifique et aux États-Unis.

Le tableau suivant présente la quote-part des résultats financiers attribuable à notre secteur des infrastructures de données.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	BAIIA ajusté ¹				Flux de trésorerie liés aux opérations ¹			
	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Transmission et distribution de données	32 \$	23 \$	82 \$	69 \$	27 \$	19 \$	69 \$	57 \$
Stockage de données	14	—	39	—	9	—	25	—
Total	46 \$	23 \$	121 \$	69 \$	36 \$	19 \$	94 \$	57 \$

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, nos activités liées à la transmission et à la distribution de données ont généré un BAIIA ajusté de 32 M\$ et des flux de trésorerie liés aux opérations de 27 M\$, comparativement à 23 M\$ et à 19 M\$, respectivement, pour la période correspondante de 2018. Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des hausses des prix en fonction de l'inflation, de l'apport des nouveaux points de présence ajoutés à notre portefeuille existant de tours de communications et de l'exécution de notre stratégie sur mesure, qui cible nos importants clients du secteur des télécommunications. Les résultats ont également été avantagés par l'apport initial d'une entreprise de télécommunications intégrées en Nouvelle-Zélande acquise en juillet.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, nos activités liées au stockage de données ont généré un BAIIA ajusté de 14 M\$ et des flux de trésorerie liés aux opérations de 9 M\$. Les résultats comprennent l'apport initial des centres de données récemment acquis au Brésil, en Asie-Pacifique et aux États-Unis.

Le tableau suivant présente l'évolution de notre quote-part du carnet d'investissements et des projets d'investissement devant être mis en service.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019	Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018
Carnet d'investissements au début de la période	161 \$	200 \$	198 \$
Incidence des acquisitions	4	4	—
Nouveaux mandats de projets d'investissement	51	74	109
Moins : dépenses d'investissement	(33)	(74)	(52)
Écart de change et autres	(9)	(30)	(55)
Carnet d'investissements à la fin de la période	174	174	200
Travaux de construction en cours	32	32	14
Total des projets d'investissement devant être mis en service	206 \$	206 \$	214 \$

Au 30 septembre 2019, le carnet d'investissements se chiffrait à 174 M\$, contre 200 M\$ au 31 décembre 2018. La diminution du carnet d'investissements tient au fait que l'ajout de plusieurs nouveaux centres de données au Brésil a été plus que contrebalancé par les nouvelles tours mises en service, ce qui reflète la progression de l'exécution de notre stratégie sur mesure, et par l'incidence du change.

Événements récents

Brookfield Infrastructure a récemment conclu une entente exclusive visant l'acquisition d'un portefeuille de 130 000 tours de communication en Inde auprès de Reliance Jio. Les tours de communication ont été construites récemment, demandent peu d'entretien et leur durée d'utilité restante est de plus de trente ans. Ces tours, contrairement à la plupart des autres tours de télécommunications en Inde, sont en grande partie raccordées au moyen de fibre optique, ce qui nous procure une plateforme unique pour tirer parti du déploiement de la technologie 5G. Cette entreprise génère des flux de trésorerie stables et prévisibles qui profiteront d'augmentations prévues de l'utilisation de données. En Inde, la croissance de la consommation de données est robuste, l'utilisation par habitant a décuplé au cours des deux dernières années, et cette tendance devrait se maintenir. La croissance se poursuivra également grâce à la réalisation de notre programme de construction de tours avec Reliance Jio, qui s'est engagée à financer une partie de l'expansion. Brookfield Infrastructure devrait investir approximativement 400 M\$ au moment de la clôture de la transaction.



Siège social

Le tableau qui suit présente, sur une base proportionnelle, les éléments du secteur Siège social.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
BAIIA ajusté ¹	(75) \$	(57) \$	(200) \$	(169) \$
Flux de trésorerie liés aux opérations ¹	(71)	(49)	(198)	(158)

1. Mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter aux rubriques « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » et « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » du présent rapport de gestion pour un rapprochement avec le bénéfice net.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie liés aux opérations de notre secteur Siège social ont correspondu à des pertes de 75 M\$ et de 71 M\$, respectivement, contre des pertes de 57 M\$ et de 49 M\$, respectivement, à l'exercice précédent. La diminution du BAIIA ajusté et des flux de trésorerie liés aux opérations par rapport à l'exercice précédent tient principalement à l'augmentation des honoraires de gestion et des coûts de financement en raison de la hausse des soldes moyens de la dette nette.

En vertu de notre convention-cadre de services, nous payons à Brookfield des honoraires de gestion de base annuels correspondant à 1,25 % de la valeur de marché de notre société majorée des parts privilégiées en circulation et du montant net de la dette avec recours. Les honoraires de gestion de base, qui se chiffrent à 73 M\$, ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison d'une augmentation du cours de l'action et de l'émission de parts, de titres d'emprunt avec recours et d'actions privilégiées supplémentaires au cours des 12 derniers mois.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La nature de notre base d'actifs et la qualité des flux de trésorerie que nous en tirons nous permettent de maintenir une structure du capital stable et peu coûteuse. Nous nous efforçons de maintenir suffisamment de liquidités en tout temps pour être en mesure de saisir les occasions intéressantes lorsqu'elles se présentent, de mieux composer avec toute dégradation inattendue de la conjoncture et de maintenir nos distributions aux porteurs de parts. Nos liquidités proviennent principalement des flux de trésorerie liés à nos activités d'exploitation, des facilités de crédit inutilisées et de notre accès aux marchés publics et aux marchés des capitaux privés. Nous structurons également les actifs que nous détenons de manière à accroître notre capacité de les monnayer et ainsi obtenir des liquidités supplémentaires, au besoin. Dans certains cas, les filiales peuvent être assujetties à des limites relativement à leur capacité de déclarer ou de verser des dividendes à notre société. Cependant, aucune limite importante n'existait au 30 septembre 2019 et au 31 décembre 2018.

Nos liquidités à l'échelle du groupe au 30 septembre 2019 se composaient de ce qui suit :

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Au 30 septembre 2019	Au 31 décembre 2018
Trésorerie et actifs financiers généraux	299 \$	238 \$
Facilité de crédit générale consentie	1 975	1 975
Facilité de crédit générale subordonnée	500	500
Prélèvements sur la facilité de crédit générale	(578)	(510)
Engagements en vertu de la facilité de crédit générale	(42)	(47)
Quote-part de la trésorerie conservée dans les entreprises	391	404
Quote-part du montant disponible aux termes des facilités de crédit des filiales	675	817
Liquidités à l'échelle du groupe	3 220 \$	3 377 \$

Au 30 septembre 2019, les liquidités à l'échelle du groupe étaient, à notre avis, suffisantes pour répondre aux besoins actuels de Brookfield Infrastructure. À la fin du trimestre, les liquidités à l'échelle du groupe se chiffraient à 3,2 G\$, ce qui représente une baisse comparativement à 3,4 G\$ au 31 décembre 2018. La diminution tient principalement au capital utilisé pour financer de nouveaux placements et des initiatives de croissance interne, partiellement contrebalancé par les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et mobilisés sur les marchés financiers. En juillet 2019, notre société a mobilisé des capitaux propres d'approximativement 800 M\$ qui ne contribuaient pas encore aux résultats du troisième trimestre, puisqu'ils ont été mobilisés en vue de financer des placements garantis que nous entendons conclure au quatrième trimestre.

Nous finançons nos actifs surtout en ce qui a trait aux sociétés en exploitation au moyen d'emprunts qui, en général, viennent à échéance à long terme, comportent peu de clauses restrictives et sont sans recours contre Brookfield Infrastructure ou nos autres activités. Sur une base proportionnelle, au 30 septembre 2019, nos remboursements de capital prévus pour les cinq prochaines années étaient les suivants :

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Durée moyenne (en années)	2019	2020	2021	2022	2023	Après	Total
Emprunts avec recours								
Emprunts généraux	4	— \$	283 \$	— \$	340 \$	578 \$	906 \$	2 107 \$
Total des emprunts avec recours	4	—	283	—	340	578	906	2 107
Emprunts sans recours¹								
Services publics								
Transport réglementé	6	15	54	6	7	356	153	591
Distribution réglementée	10	9	11	20	175	259	1 164	1 638
Terminal réglementé	3	—	143	277	171	143	209	943
	7	24	208	303	353	758	1 526	3 172
Transport								
Chemins de fer	4	15	89	109	162	183	448	1 006
Routes à péage	8	57	176	158	170	113	820	1 494
Ports	4	6	46	64	88	11	89	304
	6	78	311	331	420	307	1 357	2 804
Énergie								
Transport, distribution et stockage d'énergie	7	1	9	25	353	159	1 081	1 628
Énergie décentralisée	6	—	88	—	62	172	260	582
	7	1	97	25	415	331	1 341	2 210
Infrastructures de données								
Transmission et distribution de données	4	—	101	—	174	—	258	533
Stockage de données	5	—	2	46	21	48	150	267
	4	—	103	46	195	48	408	800
Total des emprunts sans recours¹	7	103	719	705	1 383	1 444	4 632	8 986
Total des emprunts²	7	103 \$	1 002 \$	705 \$	1 723 \$	2 022 \$	5 538 \$	11 093 \$
Trésorerie conservée dans les entreprises								
Services publics								121 \$
Transport								205
Énergie								25
Infrastructures de données								40
Siège social								299
Total de la trésorerie conservée								690 \$
Dette nette								
Services publics								3 051 \$
Transport								2 599
Énergie								2 185
Infrastructures de données								760
Siège social								1 808
								10 403 \$
Total de la dette nette		1 %	9 %	6 %	16 %	18 %	50 %	100 %

1. Représente la dette sans recours contre Brookfield Infrastructure, puisque les porteurs ont un droit de recours seulement contre les activités sous-jacentes.
2. Au 30 septembre 2019, environ 37 % des emprunts avaient été émis sous la forme d'emprunts à taux variable. Brookfield Infrastructure et ses filiales ont conclu des swaps de taux d'intérêt au moyen desquels la dette à taux variable a été transformée en dette à taux fixe; les échéances de la dette à taux variable sont ainsi réduites à quelque 31 % du total de nos emprunts. Compte non tenu du fonds de roulement et des facilités pour dépenses d'investissement, les emprunts à taux variable correspondent approximativement à 22 % du total de nos emprunts, incluant l'incidence des swaps de taux d'intérêt. L'échéance moyenne pondérée de la dette exclut l'incidence d'emprunts temporaires sur la facilité de crédit générale de la société.

La durée moyenne de nos emprunts au niveau de l'actif est de sept ans. Sur une base proportionnelle, notre ratio d'endettement net au 30 septembre 2019 était de 54 %. Le taux d'intérêt moyen pondéré en trésorerie s'établissait à 4,8 % pour l'ensemble des entreprises (30 septembre 2018 – 4,9 %), les taux pour nos secteurs des services publics, du transport, de l'énergie, des infrastructures de données et du siège social s'étant respectivement chiffrés à 4,0 %, à 6,3 %, à 5,7 %, à 3,5 % et à 3,8 % (30 septembre 2018 – 4,3 %, 6,6 %, 5,4 %, 2,7 % et 3,9 %, respectivement).

Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette proportionnelle, une mesure de la liquidité non conforme aux normes IFRS, et de la dette consolidée.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Au 30 septembre 2019	Au 31 décembre 2018
Dette consolidée	15 955 \$	15 106 \$
Ajouter : quote-part de la dette des participations dans des entreprises associées :		
Services publics	186	180
Transport	1 140	1 330
Énergie	954	929
Infrastructures de données	613	445
Ajouter : quote-part de la dette directement liée aux actifs détenus en vue de la vente	61	—
Déduire : emprunts attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	(7 241)	(6 346)
Prime sur la dette et swaps de devises	(575)	(904)
Dette proportionnelle	11 093 \$	10 740 \$

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le tableau ci-dessous présente les obligations contractuelles de Brookfield Infrastructure au 30 septembre 2019.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Paiements échéant par période				Total des flux de trésorerie contractuels
	Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Créditeurs et autres passifs	1 320 \$	38 \$	12 \$	211 \$	1 581 \$
Emprunts généraux	—	283	869	955	2 107
Emprunts sans recours	1 820	597	5 652	5 824	13 893
Passifs financiers	177	43	1 078	80	1 378
Obligations locatives	119	110	284	1 133	1 646
Charges d'intérêts :					
Emprunts généraux	55	46	95	63	259
Emprunts sans recours	605	531	1 367	1 712	4 215

De plus, en vertu de la convention-cadre de services, nous versons chaque trimestre à Brookfield des honoraires de gestion de base équivalant à 0,3125 % (1,25 % annuellement) de la valeur de marché de notre société, plus le montant net des emprunts avec recours. Ces honoraires devraient s'élever à quelque 292 M\$ par année, en fonction de la capitalisation boursière de notre société au 30 septembre 2019, majorés de nos parts privilégiées et du montant net de nos emprunts généraux avec recours.

Un élément indissociable de la stratégie de notre société consiste à participer avec des investisseurs institutionnels à des fonds privés liés aux infrastructures dont Brookfield est le promoteur, lesquels visent des acquisitions correspondant au profil de Brookfield Infrastructure. Dans le cours normal des activités, notre société a pris des engagements envers des fonds privés liés aux infrastructures dont Brookfield est le promoteur afin de participer à ces acquisitions cibles dans l'avenir lorsqu'elles seront identifiées, le cas échéant.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Stratégie de couverture du risque de change

Dans la mesure où nous croyons que cela s'avère intéressant sur le plan économique, notre stratégie consiste à couvrir une partie de nos placements en titres de capitaux propres ou de nos flux de trésorerie exposés au risque de change dans le cadre de nos activités. Les principes clés suivants constituent le fondement de notre stratégie de couverture du risque de change :

- Nous tirons parti de toute couverture naturelle qu'il pourrait y avoir au sein de nos activités.
- Dans la mesure du possible, nous finançons nos activités par des emprunts en monnaie locale.
- Nous pouvons recourir à des contrats dérivés dans la mesure où les couvertures naturelles ne sont pas suffisantes.

Le tableau qui suit présente la partie couverte de notre placement en devises au 30 septembre 2019.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Couvertures d'investissement net										
	USD	AUD	NZD	GBP	BRL	CLP	CAD	EUR	COP	PEN	INR
Placement en titres de capitaux propres – \$ US	498 \$	1 288 \$	181 \$	1 292 \$	2 151 \$	59 \$	1 026 \$	645 \$	131 \$	118 \$	308 \$
Contrats de change – \$ US	4 758	(1 207)	(161)	(1 292)	—	(302)	(1 026)	(645)	(112)	(13)	—
Position nette non couverte – \$ US	5 256 \$	81 \$	20 \$	— \$	2 151 \$	(243) \$	— \$	— \$	19 \$	105 \$	308 \$
Pourcentage des placements en titres de capitaux propres couverts	s.o.	94 %	89 %	100 %	— %	100 %	100 %	100 %	85 %	11 %	— %

Au 30 septembre 2019, 68 % de notre placement net en titres de capitaux propres était en dollars américains, notre monnaie fonctionnelle. Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, nous avons comptabilisé un bénéfice dans les autres éléments de résultat global de 43 M\$ (30 septembre 2018 –14 M\$) relativement à ces contrats.

RÉINVESTISSEMENT DES CAPITAUX

Nous finançons nos investissements de croissance par les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, ainsi que par une dette sans recours qui atteint les seuils en matière de couverture et de clauses restrictives permettant d'obtenir une notation de première qualité. De cette façon, nous pouvons nous assurer que nos placements disposent de structures du capital stables qui sont soutenues par une quantité importante de capitaux propres et que les flux de trésorerie en ce qui concerne l'actif peuvent être versés librement à la société. Cette stratégie est également à la base de nos notations de première qualité.

Pour financer des projets d'aménagement et des acquisitions de grande envergure, nous évaluons diverses sources de capitaux, y compris le produit de la vente d'entreprises arrivées à maturité, en plus de mobiliser des fonds sur les marchés boursiers au moyen d'émissions de titres de capitaux propres, de titres d'emprunt et d'actions privilégiées. En outre, la société possède une facilité de crédit renouvelable consentie de 1,975 G\$ qui peut être utilisée aux fins des placements et des acquisitions, ainsi que pour financer la composante capitaux propres des initiatives de croissance interne. La facilité n'est pas une source permanente de capitaux : elle vise plutôt à satisfaire des besoins provisoires en attendant une stratégie de financement à long terme, et c'est ainsi qu'elle a été utilisée par le passé.

Le tableau qui suit présente un rapprochement des variations de notre quote-part de la trésorerie pour l'exercice.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Flux de trésorerie liés aux opérations	338 \$	278 \$	1 026 \$	905 \$
Investissements de maintien	(77)	(69)	(204)	(176)
Fonds disponibles aux fins de distribution (flux de trésorerie liés aux opérations ajustés)	261	209	822	729
Distributions versées	(263)	(229)	(764)	(686)
Fonds disponibles aux fins de réinvestissement	(2)	(20)	58	43
Investissements de croissance	(236)	(206)	(646)	(562)
Financement par emprunt des investissements de croissance	124	95	277	305
Émissions (remboursements) de titres d'emprunt sans recours	40	(68)	(42)	305
Produit du réinvestissement de capital	—	—	502	1 033
Nouveaux placements, déduction faite des cessions	(257)	(60)	(731)	(157)
Prélèvements (remboursements) sur la facilité de crédit générale	578	—	68	(789)
Émissions de parts de société en commandite, déduction faite des rachats	803	4	779	12
Produit de l'émission de titres d'emprunt	—	377	—	377
Parts privilégiées et actions privilégiées émises, déduction faite des rachats	—	185	72	342
Dépôt remboursé à la société mère	(823)	—	—	—
Incidence des fluctuations des devises	(27)	(44)	(17)	(180)
Variations du fonds de roulement et autres	(218)	(37)	(272)	(164)
Variation de la quote-part de la trésorerie	(18)	226	48	565
Quote-part de la trésorerie d'ouverture	708	936	642	597
Quote-part de la trésorerie de clôture	690 \$	1 162 \$	690 \$	1 162 \$

Nous présentons les flux de trésorerie générés par nos entreprises sur une base proportionnelle puisque plus de 40 % de nos flux de trésorerie liés aux opérations proviennent de placements qui ne sont pas consolidés dans nos états financiers. La société prend part à des arrangements comme des coentreprises ou des consortiums, ce qui lui permet d'avoir accès à des partenaires qui possèdent une expertise locale stratégique et d'importants capitaux. Lorsqu'elle investit dans de tels arrangements, lesquels ne sont pas consolidés aux fins des états financiers, la société conserve néanmoins le contrôle conjoint ou une influence notable sur l'entreprise et n'est pas par conséquent un investisseur passif. Nous établissons des accords de gouvernance afin d'exiger de chacune de nos entreprises qu'elle distribue la totalité de la trésorerie disponible (généralement définie comme les fonds en caisse, moins tout montant réservé aux fins des projets de croissance engagés selon l'approbation du conseil d'administration de l'entité), accords qui assurent que toute décision de ne pas distribuer la totalité des flux de trésorerie disponibles ne puisse être prise sans notre consentement exprès. Par conséquent, la société a accès aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la totalité de nos entreprises, y compris les coentreprises et tout placement non consolidé.

Le tableau qui suit présente l'importance des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation générés par les placements qui ne sont pas consolidés dans nos états financiers, ainsi qu'un rapprochement des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation consolidés et des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés.

	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS				
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	589 \$	337 \$	1 730 \$	986 \$
Ajouter : flux de trésorerie liés aux opérations des entreprises associées et des coentreprises	145	125	436	409
Déduire :				
Distributions reçues d'entreprises associées et de coentreprises	(82)	(8)	(166)	(28)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ¹	(375)	(249)	(1 056)	(828)
	277	205	944	539
Moins : investissements de maintien	(77)	(69)	(204)	(176)
Impôt payé à la cession de l'entreprise de transport d'électricité au Chili	—	—	—	256
Variation des éléments du fonds de roulement et autres	61	73	82	110
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés ²	261 \$	209 \$	822 \$	729 \$

1. En déduisant les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, la société peut présenter les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés attribuables à la société. Nous sommes d'avis que notre information financière proportionnelle, lorsqu'elle est lue parallèlement aux résultats présentés par la société en vertu des normes IFRS, offre l'évaluation la plus éloquent du rendement de nos activités. Se reporter à la description des limites des résultats proportionnels à titre d'outil d'analyse présentée à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » à la page 70.

2. Le bénéfice net est la mesure conforme aux normes IFRS qui se rapproche le plus des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés. Toutefois, comme nous croyons qu'il peut être utile à l'occasion de présenter un autre rapprochement, nous avons présenté ce rapprochement des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation consolidés et des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS », à la page 70, pour consulter le rapprochement des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés et du bénéfice net.

En matière de gestion de la trésorerie, la société gère ses réserves de façon à réduire au minimum l'incidence du change et les frais administratifs, et à améliorer notre capacité d'obtenir du financement par emprunt au niveau de l'actif. Même si les capitaux sont principalement mobilisés au niveau de Brookfield Infrastructure pour financer la composante capitaux propres des investissements de croissance interne, le financement réel des projets peut être obtenu en injectant de la trésorerie dans les filiales ou en ayant recours aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation conservés par l'entreprise. Fait important à noter, le transfert physique de la trésorerie n'a aucune incidence sur la capacité de Brookfield Infrastructure à financer les dépenses d'investissement ou à verser des distributions.

POLITIQUE DE DISTRIBUTION

Nos distributions s'appuient sur des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation stables et issus d'activités contractuelles et hautement réglementées. L'objectif de la société est de verser des distributions durables. La cible du ratio de distribution de la société se situe entre 60 % et 70 % des flux de trésorerie liés aux opérations. Lorsque nous déterminons ce que nous considérons comme un ratio de distribution prudent, nous conservons généralement une tranche d'environ 15 % à 20 % des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés qui servira à financer une partie ou la totalité de nos investissements de croissance financés à l'interne.

Le tableau qui suit présente les ratios de distribution de la société.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Flux de trésorerie liés aux opérations	338 \$	278 \$	1 026 \$	905 \$
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés	261	209	822	729
Distributions (au commanditaire, au commandité, aux porteurs de parts d'Exchange LP et aux porteurs de titres privilégiés et distributions incitatives)	263	229	764	686
Ratio de distribution des flux de trésorerie liés aux opérations	78 %	82 %	74 %	76 %
Ratio de distribution des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés	101 %	110 %	93 %	94 %

La distribution annuelle de la société est passée en revue par le conseil d'administration au premier trimestre de chaque exercice, en tenant compte des facteurs suivants :

- Les résultats de l'exercice précédent ainsi que le budget de l'exercice à venir et le plan d'affaires quinquennal en fonction de la quote-part revenant à la société des flux de trésorerie liés aux opérations générés par nos actifs.
- Les liquidités à l'échelle du groupe et la capacité de la société à financer les dépenses d'investissement engagées.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

En raison de la nature capitalistique des actifs de notre société, des dépenses d'investissement continues sont nécessaires aux fins des entrées, des améliorations ainsi que de l'entretien et des réparations sur la durée du cycle de vie des immobilisations de production liées à nos activités. Notre société passe en revue les dépenses d'investissement et les classe dans l'une des deux catégories suivantes :

- Investissements de croissance : dépenses appuyées par des produits additionnels qui amélioreront le rendement de notre société. Ces projets peuvent être inclus dans la base tarifaire de notre secteur des services publics ou visent à accroître la capacité en vue d'élargir nos réseaux d'infrastructures existants au sein de nos secteurs du transport, de l'énergie et des infrastructures de données.
- Investissements de maintien : dépenses nécessaires pour maintenir l'état d'exploitation actuel et la fiabilité du système, tout en assurant le respect des exigences en matière de réglementation et de sécurité.

Nous gérons des processus d'examen et d'approbation distincts pour chacune des deux catégories de dépenses d'investissement. Les investissements de croissance sont financés de façon distincte et ils doivent atteindre le seuil de rendement des capitaux propres après impôt de 12 % à 15 % fixé par notre société. Les projets qui respectent ce seuil de rendement sont présentés au comité responsable des dépenses d'investissement, qui se compose de membres de la haute direction du commandité de la société. Le comité examine les plans proposés en matière de projets en tenant compte des rendements cibles et des plans de financement, en plus d'analyser les divers risques liés à l'exécution de ces projets. Une fois qu'un projet reçoit l'approbation du comité responsable des dépenses d'investissement, il est habituellement ajouté au carnet de commandes.

Les investissements de maintien sont régis par un processus différent, quoique tout aussi rigoureux, puisque l'incapacité de procéder aux investissements nécessaires pour maintenir nos activités pourrait nuire à la capacité de nos entreprises de servir nos clients ou de poursuivre les activités. D'abord, l'équipe responsable de l'exploitation d'une entreprise donnée effectue un examen détaillé de tous les investissements de maintien prévus et proposés dans le cadre du processus annuel d'établissement du budget. Ces plans sont passés en revue dans le contexte de la stratégie de l'entreprise en matière d'investissements de maintien, laquelle est établie avec la société au moment de l'acquisition, et ils tiennent compte des facteurs de rendement, qui comprennent la santé et la sécurité du public et des travailleurs, la conformité en matière de réglementation et d'environnement ainsi que l'intégrité et la fiabilité du système. Les projets d'investissements de maintien approuvés au niveau de l'actif sont par la suite présentés aux équipes de gestion des actifs communs de la société, qui sont responsables de superviser les activités de la société et qui ont une grande expérience en matière de gestion d'actifs liés aux services publics, au transport, à l'énergie et aux infrastructures de données. Dans le cadre d'un processus itératif mené auprès des membres de la haute direction responsables de l'exploitation des sociétés, le plan est peaufiné au moyen d'un examen exhaustif qui comprend le classement par ordre de priorité des projets non discrétionnaires et une comparaison avec les références dans le secteur. Une fois qu'ils sont approuvés, les plans en matière d'investissements de maintien sont intégrés aux plans d'affaires annuel et quinquennal présentés à la haute direction de la société. Après l'approbation de cette dernière, les plans sont exécutés au cours de l'exercice suivant, et les équipes responsables de l'exploitation et de la gestion d'actifs surveillent étroitement les résultats obtenus par rapport aux plans.

En plus des divers niveaux d'examen interne, notre société retient chaque année les services d'un cabinet d'ingénierie réputé et reconnu à l'échelle mondiale pour effectuer un examen indépendant de son approche globale en matière d'investissements de maintien et de son programme de dépenses d'investissement détaillé. Chaque année, le cabinet d'ingénierie passera en revue une partie du portefeuille et étudiera l'ensemble des actifs en alternance, tous les trois ans. Pour chaque actif examiné au cours d'une année donnée, le cabinet d'ingénierie comparera les dépenses historiques et prévues aux normes dans le secteur aux exigences réglementaires et à d'autres données de comparaison et déterminera si le programme d'investissements de maintien est raisonnable en fonction de la nature de l'entreprise ainsi que de l'âge et de la condition des actifs. Nous avons également retenu les services de l'un des quatre grands cabinets comptables pour passer en revue les conclusions du rapport fourni par le cabinet d'ingénierie et évaluer les activités de contrôle entourant notre processus d'établissement des fourchettes d'investissements de maintien annuels de chacun des secteurs.

Au cours des deux derniers exercices, des examens ont été menés à l'égard de certaines activités qui constituent collectivement approximativement 75 % des flux de trésorerie liés aux opérations de notre société. Les résultats des deux missions menées par les cabinets confirment que nos fourchettes établies en matière d'investissements de maintien annuels sont raisonnables et cadrent avec les normes du secteur pour des actifs de nature semblable. Au cours des deux à trois prochaines années, la société entend examiner le reste de ses activités existantes et s'efforcera d'examiner les activités des entreprises récemment acquises au cours des deux à trois ans suivant l'acquisition.

Le tableau qui suit détaille les investissements de croissance par secteur opérationnel.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Investissements de croissance par secteur				
Services publics	115 \$	102 \$	307 \$	301 \$
Transport	33	73	127	158
Énergie	55	22	138	71
Infrastructures de données	33	9	74	32
	236 \$	206 \$	646 \$	562 \$

Les investissements de croissance se sont chiffrés à 236 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, ce qui représente une hausse comparativement à 206 M\$ pour la période correspondante de 2018. L'augmentation des investissements de croissance tient principalement à l'acquisition de deux entreprises d'énergie en Amérique du Nord en 2018 et à la construction de plusieurs nouveaux centres de données au Brésil, facteurs partiellement contrebalancés par le calendrier des dépenses liées à notre entreprise de routes à péage au Brésil.

Le tableau qui suit détaille les investissements de maintien par secteur opérationnel.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Investissements réels					
	Investissements de maintien continus estimatifs annuels		Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	Plancher	Plafond	2019	2018	2019	2018
Investissements de maintien par secteur						
Services publics	20 \$	25 \$	4 \$	4 \$	12 \$	13 \$
Transport	170	180	35	35	116	107
Énergie	110	120	34	27	68	47
Infrastructures de données	10	15	4	3	8	9
	310 \$	340 \$	77 \$	69 \$	204 \$	176 \$

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, les investissements de maintien se sont chiffrés à 77 M\$, ce qui représente une augmentation par rapport à la période correspondante de 2018 qui s'explique principalement par l'acquisition de deux entreprises d'énergie en Amérique du Nord en 2018. Nous estimons que nos investissements de maintien annuels se situeront entre 310 M\$ et 340 M\$, soit entre 20 M\$ et 25 M\$ pour les services publics, entre 170 M\$ et 180 M\$ pour le transport, entre 110 M\$ et 120 M\$ pour l'énergie, et entre 10 M\$ et 15 M\$ pour les infrastructures de données. Au 30 septembre 2019, nous étions en voie d'atteindre nos cibles estimatives annuelles selon le calendrier prévu en ce qui a trait aux investissements de maintien. Notre société se fonde sur les données du secteur et les données de comparaison fournies par un cabinet d'ingénierie mondial pour déterminer les fourchettes d'investissements de maintien appropriées, tel qu'il est expliqué ci-dessus.

EXAMEN DES TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau suivant présente un sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	589 \$	337 \$	1 730 \$	986 \$
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(815)	(365)	(3 386)	(42)
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement	242	402	1 839	(129)

Ce tableau tient compte des activités au sein de nos activités consolidées et, par conséquent, exclut les activités des entités non consolidées.

Trimestres clos les 30 septembre 2019 et 2018

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 0,6 G\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, ce qui représente une hausse de 0,3 G\$ par rapport à 2018. L'augmentation tient principalement aux apports des acquisitions conclues récemment et à l'augmentation des flux de trésorerie découlant des initiatives de croissance interne au sein de nos entreprises existantes. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par l'incidence du change.

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont chiffrés à 0,8 G\$ en 2019, contre 0,4 G\$ en 2018. L'augmentation des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement tient principalement aux placements dans une entreprise de centres de données au Brésil et dans un fournisseur de données intégrées en Nouvelle-Zélande pour 0,4 G\$, ainsi qu'à une augmentation de 0,2 G\$ des acquisitions d'actifs financiers et d'actifs à long terme. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par une hausse de 0,2 G\$ des activités de placement au sein de filiales par rapport à la période précédente.

Flux de trésorerie provenant des activités de financement

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement se sont chiffrés à 0,2 G\$ en 2019, contre 0,4 G\$ en 2018. La diminution tient au remboursement d'un dépôt de 0,8 G\$ à la société mère, à une diminution du capital fourni par les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle de 0,2 G\$ et à une augmentation de 0,1 G\$ de notre distribution. Cette diminution a été partiellement contrebalancée par une augmentation du produit des émissions nettes de parts de 0,6 G\$ et des emprunts de 0,3 G\$.

CAPITAUX PROPRES DE LA SOCIÉTÉ

Le tableau suivant présente le nombre total de parts de société en commandite de la société de portefeuille SEC en circulation.

	Au 30 septembre 2019	Au 31 décembre 2018
Parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield	121 952 992	115 824 992
Parts de commandité spécial	1 600 410	1 600 410
Parts du commandité gestionnaire	293 438 444	277 347 890
Total	416 991 846	394 773 292

Une société liée de Brookfield, en sa qualité de commandité spécial de la société de portefeuille SEC, a droit au versement de distributions incitatives fondées sur l'excédent des distributions trimestrielles sur les parts de société en commandite par rapport aux cibles convenues. Dans la mesure où les distributions sur les parts de société en commandite dépassent 0,203 \$ par trimestre, les droits liés aux distributions incitatives donnent droit au commandité spécial d'obtenir 15 % des distributions dépassant ce seuil, jusqu'à 0,22 \$ par part.

Dans la mesure où les distributions sur les parts de société en commandite dépassent 0,22 \$ par part, les droits liés aux distributions incitatives donnent droit au commandité spécial d'obtenir 25 % des distributions dépassant ce seuil. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019, des distributions incitatives de 41 M\$ et de 117 M\$, respectivement, ont été versées au commandité spécial (2018 – 34 M\$ et 102 M\$).

En juillet 2019, Brookfield Infrastructure a émis 13,5 millions de parts de société en commandite au prix de 42,5 \$ par part en vertu de déclarations d'inscription préalables aux États-Unis et au Canada. Le produit brut de l'émission a totalisé 575 M\$, et des frais d'émission de titres de capitaux propres de 24 M\$ ont été engagés. Simultanément, Brookfield Infrastructure a émis environ 6,1 millions de parts de société en commandite rachetables à l'intention de Brookfield pour un produit brut de 250 M\$.

GESTION DU CAPITAL

L'approche de notre société en matière de gestion du capital consiste à maximiser les rendements pour les porteurs de parts et à nous assurer que le capital est investi de façon à nous permettre d'atteindre nos objectifs en matière de rendement des placements.

Le capital investi, qui indique le montant des apports en capital à notre société, est une mesure que nous utilisons pour évaluer le rendement du capital investi par rapport au rendement visé. Les décisions d'investissement reposent, entre autres mesures et facteurs, sur des rendements annuels visés du capital investi allant de 12 % à 15 % à long terme. Nous calculons le rendement du capital investi en divisant les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, moins le rendement du capital estimatif lié aux activités qui ne sont pas perpétuelles, par la moyenne pondérée du capital investi pour la période.

Nous définissons le capital investi comme les capitaux propres de la société, déduction faite de l'incidence des éléments suivants : la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation, le déficit ou les bénéfices non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les changements de participation.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019, la moyenne pondérée du capital investi s'est chiffrée à 8 855 M\$ et à 8 414 M\$, respectivement. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS », à la page 70, pour plus de détails.

VALEUR D'ENTREPRISE

La rubrique qui suit présente de l'information pour aider les utilisateurs à calculer la valeur d'entreprise de notre société.

Valeur d'entreprise

Nous définissons la valeur d'entreprise comme la valeur de marché de notre société, majorée des parts privilégiées et de la quote-part de la dette, déduction faite de notre quote-part de la trésorerie.

Le tableau qui suit présente la valeur d'entreprise au 30 septembre 2019 et au 31 décembre 2018.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Au 30 septembre 2019	Au 31 décembre 2018
Parts de société en commandite en circulation à la fin de la période ¹	418,2	399,2
Prix ²	49,61 \$	34,53 \$
Capitalisation boursière	20 747	13 784
Parts privilégiées et actions privilégiées ³	1 007	936
Quote-part de la dette nette ⁴	10 403	10 098
Valeur d'entreprise	32 157 \$	24 818 \$

1. Comprend les parts de commanditaire, les parts de commandité et les parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield et les parts d'Exchange LP.
2. Le calcul de la valeur de marché de notre société repose sur le cours de clôture de nos parts à la Bourse de New York.
3. Parts privilégiées et actions privilégiées de BIPIC présentées dans les états consolidés de la situation financière de Brookfield Infrastructure.
4. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » pour un rapprochement détaillé de la dette nette proportionnelle de Brookfield Infrastructure et de la dette consolidée de notre société dans les états consolidés de la situation financière.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Dans le cours normal des activités, Brookfield Infrastructure a conclu les transactions présentées ci-après avec des parties liées. La société mère immédiate de Brookfield Infrastructure est notre société. La société mère ultime de Brookfield Infrastructure est Brookfield. Les autres parties liées de Brookfield Infrastructure sont ses filiales et ses entités en exploitation.

Tout au long de l'exercice, le commandité, en sa capacité de commandité de notre société, verse des jetons de présence dont une partie est imputée au coût à notre société conformément à la convention de société en commandite. Un montant inférieur à 1 M\$ a été engagé relativement aux jetons de présence au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 (2018 – moins de 1 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois).

Au 30 septembre 2019, Brookfield Infrastructure avait un solde d'actifs financiers de 21 M\$ à recevoir de Brookfield. Brookfield Infrastructure a également contracté des emprunts de 73 M\$ auprès de filiales de Brookfield (31 décembre 2018 – 73 M\$). Les emprunts sont remboursables en totalité entre 2019 et 2026, et leurs taux d'intérêt vont de 3,8 % à 8,5 % par an.

Depuis sa constitution, Brookfield Infrastructure a une convention de gestion (la « convention-cadre de services ») conclue avec certains fournisseurs de services (individuellement, le « fournisseur de services »), qui sont des filiales entièrement détenues par Brookfield.

En vertu de la convention-cadre de services, Brookfield Infrastructure verse chaque trimestre au fournisseur de services des honoraires de gestion de base équivalant à 0,3125 % par trimestre (1,25 % annuellement) de la valeur de marché de notre société. Les honoraires de gestion de base se sont chiffrés à 73 M\$ et à 194 M\$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 (2018 – 55 M\$ et 163 M\$). Au 30 septembre 2019, une somme de 73 M\$ était à payer au fournisseur de services (31 décembre 2018 – 51 M\$).

Aux fins du calcul des honoraires de gestion de base, la valeur de marché de notre société correspond au total de la valeur de l'ensemble des parts en circulation de notre société (en supposant la conversion de la totalité des parts de société en commandite rachetables de Brookfield détenues dans la société de portefeuille SEC en parts de notre société), des parts privilégiées et des titres des autres bénéficiaires des services (tels qu'ils sont définis dans la convention-cadre de services de Brookfield Infrastructure) qui ne sont pas détenus par Brookfield Infrastructure, majoré du montant de la dette impayée à l'égard d'une tierce partie, assortie d'un recours à l'endroit d'un bénéficiaire des services, déduction faite de toute trésorerie détenue par de telles entités.

À l'occasion, Brookfield Infrastructure place des dépôts auprès de Brookfield, ou en reçoit de cette dernière. Au 30 septembre 2019, le solde des dépôts de Brookfield Infrastructure reçus de Brookfield était de néant (31 décembre 2018 – dépôts auprès de Brookfield de moins de 1 M\$). Les dépôts portent intérêt aux taux du marché, et ils ont été versés à Brookfield Infrastructure afin de financer nos récentes acquisitions. Brookfield Infrastructure a engagé des charges d'intérêts de 2 M\$ et de 6 M\$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 (2018 – produits d'intérêts de moins de 1 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois) relativement à des dépôts reçus et remboursés au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019.

Brookfield Infrastructure a conclu une facilité de crédit renouvelable de 500 M\$ avec Brookfield afin de fournir des liquidités additionnelles aux fins des besoins généraux de la société et des dépenses d'investissement, au besoin. Au 30 septembre 2019, des emprunts de néant (31 décembre 2018 – néant) étaient impayés.

Les filiales de Brookfield Infrastructure fournissent des services de chauffage, de refroidissement et de raccordement dans le cours normal des activités à des filiales et à des entreprises associées de Brookfield Property Partners L.P., selon les modalités en vigueur sur le marché. De plus, nos filiales louent des locaux pour bureaux et ont recours aux services de construction, aux services-conseils et aux services d'ingénierie dans le cours normal des activités offerts par des filiales et des entreprises associées de Brookfield Property Partners L.P., selon les modalités en vigueur sur le marché. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019, des produits de 9 M\$ et de 20 M\$, respectivement, ont été générés (2018 – 6 M\$ et 10 M\$) et des charges de 5 M\$ et de 11 M\$, respectivement, ont été engagées (2018 – 1 M\$ et 3 M\$).

Brookfield Infrastructure a recours à une filiale entièrement détenue de Brookfield pour négocier et souscrire de l'assurance, ainsi que pour évaluer le caractère adéquat de l'assurance au nom de notre société et de certaines filiales. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019, Brookfield Infrastructure a versé moins de 1 M\$ pour ces services (2018 – moins de 1 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois).

L'entreprise de ports au Royaume-Uni de Brookfield Infrastructure fournit des services maritimes portuaires selon les modalités en vigueur sur le marché à une filiale acquise par Brookfield Business Partners L.P. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019, des produits de 1 M\$ et de 3 M\$ ont été générés, respectivement (2018 – 1 M\$ et 3 M\$).

Les filiales de Brookfield Infrastructure achètent de l'électricité auprès d'une filiale de Brookfield Renewable Partners L.P. et la distribuent en son nom dans le cours normal des activités, selon les modalités en vigueur sur le marché. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019, des produits de moins de 1 M\$ et de 2 M\$, respectivement, ont été générés (2018 – moins de 1 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois) et des charges de 14 M\$ et de 39 M\$ ont été engagées, respectivement (2018 – 3 M\$ et 9 M\$).

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Nous n'avons conclu aucun arrangement hors bilan qui a ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, actuellement ou dans l'avenir, pour les investisseurs, sur notre situation financière, l'évolution de notre situation financière, nos produits ou nos charges, nos résultats d'exploitation, notre situation de trésorerie, nos dépenses d'investissement ou nos ressources en capital.

Nous fournissons, au nom de nos filiales, des lettres de crédit qui comprennent, sans toutefois s'y limiter, des garanties relatives à des réserves pour le service de la dette, à des réserves au titre du capital, à l'achèvement des travaux de construction et à la performance. Au 30 septembre 2019, les lettres de crédit émises par nos filiales s'élevaient à 42 M\$ (31 décembre 2018 – 47 M\$).

Dans le cours normal des activités, nous signons des conventions qui prévoient des indemnisations et qui accordent des garanties à des tiers relativement à certaines transactions, notamment des cessions ou des acquisitions d'entreprises, des projets de construction, des projets d'investissement et des ventes ou des achats d'actifs ou de services. Nous avons également convenu d'indemniser nos administrateurs et certains de nos dirigeants et employés. La nature de la presque totalité des engagements d'indemnisation ne nous permet pas d'établir une évaluation raisonnable du montant maximal que nous pourrions être tenus de verser à des tiers, car bon nombre d'ententes ne fixent aucun montant maximal, et ces montants dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées à l'heure actuelle. Par le passé, nous n'avons versé aucun montant important en vertu de ces conventions d'indemnisation.

RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX NORMES IFRS

Pour mesurer la performance opérationnelle, nous analysons les flux de trésorerie liés aux opérations ainsi que d'autres mesures conformes aux normes IFRS, comme le bénéfice net. Nous analysons également les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté et le capital investi.

Le BAIIA ajusté, les flux de trésorerie liés aux opérations, les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, le bénéfice ajusté et le capital investi présentés se fondent sur notre quote-part des résultats des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, selon lesquelles nous exerçons un contrôle conjoint ou une influence notable sur le placement, respectivement. L'information financière proportionnelle n'est pas présentée conformément aux normes IFRS et elle ne vise pas à l'être. En vertu des normes IFRS, nous ne sommes pas considérés comme ayant le contrôle sur les entités qui n'ont pas été consolidées, et par conséquent, elles sont présentées comme des participations dans des entreprises associées et des coentreprises à la note 10 des états financiers de la société. La présentation des actifs et des passifs ainsi que des produits et des charges ne représente pas notre droit à ces éléments, et la radiation des montants des états financiers attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle n'abolit pas le droit ou l'exposition de la société à ces éléments.

Par conséquent, l'information sectorielle sur les produits, les coûts attribués aux produits, les frais généraux et administratifs, les charges d'intérêts, les autres produits, les amortissements, l'impôt différé, les coûts de résiliation et de transaction ainsi que les profits et pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie constituent des éléments de rapprochement qui différeront des résultats présentés selon les normes IFRS, puisqu'ils comprennent notre quote-part du bénéfice des participations dans des entreprises associées attribuable à chacun des éléments ci-dessus et excluent la quote-part du bénéfice (de la perte) des participations consolidées non détenues par la société répartie entre chacun des éléments susmentionnés.

Nous présentons les résultats financiers de façon proportionnelle parce que nous sommes d'avis qu'ils aident les investisseurs et les analystes à estimer notre rendement global et à comprendre la quote-part revenant à la société des résultats de ses placements sous-jacents, dont la participation économique et la présentation dans les états financiers varient lorsqu'ils sont établis conformément aux normes IFRS. Nous sommes d'avis que notre information financière proportionnelle, lorsqu'elle est lue parallèlement avec les résultats présentés par la société en vertu des normes IFRS, offre l'évaluation la plus éloquente du rendement de nos activités et de la gestion de notre capital. La présentation des résultats proportionnels comme outil d'analyse comporte des limites, y compris les suivantes :

- Les montants présentés pour chaque poste sont obtenus en appliquant notre pourcentage de participation économique global déterminé lors de l'application de la méthode de la mise en équivalence et ils ne représentent pas nécessairement notre droit aux actifs et aux passifs, pas plus qu'aux produits et aux charges.
- D'autres sociétés peuvent calculer les résultats proportionnels différemment.

En raison de ces limites, notre information financière proportionnelle ne devrait pas être considérée de façon isolée ni remplacer nos états financiers présentés en vertu des normes IFRS.

Les tableaux ci-après présentent les résultats de chaque secteur dans le format utilisé par la direction pour organiser ses secteurs afin de prendre des décisions de nature opérationnelle et d'évaluer la performance. Ces tableaux présentent le rapprochement de chaque élément de nos résultats proportionnels et des états consolidés du résultat net de notre société au moyen du regroupement des composantes des bénéfices provenant de nos participations dans des entreprises associées et de la présentation de la tranche de chaque élément qui est attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.

Se reporter à la rubrique « Analyse des éléments de rapprochement par secteur », à la page 79, pour obtenir un rapprochement des résultats sectoriels et de l'état du résultat net conformément aux normes IFRS ainsi que la répartition de chaque élément de rapprochement par type et par secteur opérationnel.

Le bénéfice net est la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable avec les flux de trésorerie liés aux opérations, les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, le BAIIA ajusté et le bénéfice ajusté. Les capitaux propres de la société sont la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable avec le capital investi. Nous vous invitons fortement à analyser les mesures financières en vertu des normes IFRS présentées dans le rapport de gestion et à ne pas vous fier à une mesure financière unique pour évaluer notre société.

Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, de l'impôt sur le résultat différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie.

Les flux de trésorerie liés aux opérations ont leurs limites à titre d'outil d'analyse :

- Les flux de trésorerie liés aux opérations ne tiennent pas compte de la dotation aux amortissements. Comme nous détenons des immobilisations à durée d'utilité déterminée, la dotation aux amortissements tient compte du fait que nous devons conserver ou remplacer nos actifs en vue de maintenir notre capacité à générer des produits.
- Ils ne tiennent pas compte de l'impôt différé, qui pourrait devenir exigible si nous détenons nos actifs pour une longue durée.
- Ils ne tiennent pas compte de certaines charges non récurrentes comme les coûts de résiliation et de transaction, ni des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie et des pertes de valeur.

Les flux de trésorerie liés aux opérations sont une mesure clé que nous utilisons pour évaluer notre performance opérationnelle et ils constituent le fondement de la politique de distribution de notre société.

Lorsqu'ils sont considérés conjointement avec nos résultats en vertu des normes IFRS, les flux de trésorerie liés aux opérations permettent, à notre avis, une meilleure compréhension des facteurs et des tendances influant sur nos activités sous-jacentes. Ils nous permettent d'évaluer nos activités selon le rendement en trésorerie du capital investi en déduisant l'incidence des éléments sans effet sur la trésorerie et autres éléments.

Nous réintégrons la dotation aux amortissements pour neutraliser les effets de la perte de valeur de notre actif au fil du temps puisque nous sommes d'avis que la valeur de la plupart de nos actifs se maintiendra au fil du temps, à condition que nous fassions tous les investissements de maintien nécessaires. Nous rajoutons l'impôt différé, cet élément ne traduisant pas, à notre avis, la valeur actuelle des obligations fiscales en trésorerie réelles que nous devons acquitter, particulièrement si nos activités sont détenues longtemps. Nous rajoutons aussi les profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie comptabilisés en résultat net, car ils sont sans effet sur la trésorerie et donnent une approximation, à un moment précis, de la valeur des éléments que nous jugeons comme étant à long terme. Nous rajoutons également les coûts de résiliation et de transaction, car, par leur nature, il s'agit de dépenses en capital.

En outre, nous analysons les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, que nous définissons comme les flux de trésorerie liés aux opérations diminués des dépenses d'investissement nécessaires pour maintenir la performance actuelle de nos activités (investissements de maintien). Bien que les flux de trésorerie liés aux opérations permettent d'évaluer la performance opérationnelle actuelle, ils ne tiennent pas compte des coûts nécessaires pour maintenir la performance opérationnelle des actifs de notre société. Pour évaluer la performance opérationnelle durable à long terme de nos entreprises, nous avons remarqué qu'en plus des flux de trésorerie liés aux opérations, les investisseurs se fient aux flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, qui tiennent compte de l'incidence des investissements de maintien.

Nous analysons également le BAIIA ajusté, que nous définissons comme le bénéfice net, excluant l'incidence des amortissements, des charges d'intérêts, de l'impôt sur le résultat exigible et différé, des coûts de résiliation et de transaction ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie. Le BAIIA ajusté permet une meilleure compréhension de la performance de notre entreprise et en facilite la comparabilité d'une période à l'autre et avec nos pairs. Le BAIIA ajusté exclut l'incidence des charges d'intérêts et de l'impôt sur le résultat exigible pour éliminer l'incidence de la structure du capital et du profil fiscal actuels sur l'évaluation de la performance opérationnelle de nos entreprises.

Le bénéfice ajusté est une mesure qui peut être utilisée pour évaluer la performance de nos activités. Le bénéfice ajusté est défini comme le bénéfice net attribuable à notre société, excluant l'incidence de toute dotation aux amortissements additionnelle découlant de la réévaluation de nos immobilisations corporelles et de l'incidence de la comptabilisation du prix d'achat, de l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et des profits et pertes à la cession. Même si nous sommes d'avis que les investissements de maintien constituent la mesure la plus juste des coûts liés à la préservation de notre capacité à générer des produits, nous reconnaissons que les investisseurs pourraient considérer l'amortissement en fonction du coût historique comme une mesure plus pertinente. Le bénéfice ajusté exclut l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture comptabilisés en résultat net et les profits ou pertes à la cession, puisque nous sommes d'avis que ces éléments ne reflètent pas la performance continue de nos activités sous-jacentes.

Lorsqu'il est considéré conjointement avec nos résultats en vertu des normes IFRS, le bénéfice ajusté permet, à notre avis, une meilleure compréhension de la performance de nos activités sous-jacentes et permet aux utilisateurs d'obtenir une meilleure comparabilité de notre performance avec nos pairs dans certains territoires et d'une période à l'autre.

Le capital investi, qui indique le montant des apports en capital à notre société, est une mesure que nous utilisons pour évaluer le rendement du capital investi par rapport au rendement visé. Les décisions d'investissement reposent, entre autres mesures et facteurs, sur des rendements annuels visés du capital investi allant de 12 % à 15 % à long terme. Nous définissons le capital investi comme les capitaux propres de la société, déduction faite de l'incidence des éléments suivants : la participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation, le déficit ou les bénéfices non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les changements de participation. Nous calculons le rendement du capital investi en divisant les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés, moins le rendement du capital estimatif lié aux activités qui ne sont pas perpétuelles, par la moyenne pondérée du capital investi pour la période.

Les flux de trésorerie liés aux opérations sont une mesure de la performance opérationnelle non calculée conformément aux normes IFRS telles qu'elles sont publiées par l'IASB et ils n'ont aucune signification normalisée en vertu des normes IFRS. Il est donc peu probable que les flux de trésorerie liés aux opérations soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les flux de trésorerie liés aux opérations ont leurs limites à titre d'outil d'analyse. Plus particulièrement, notre définition des flux de trésorerie liés aux opérations peut être différente de la définition utilisée par d'autres sociétés et de la définition des flux de trésorerie liés aux opérations utilisée par la REALpac et la NAREIT, entre autres parce que la définition de la NAREIT est fondée sur les PCGR des États-Unis et non sur les normes IFRS. Le tableau qui suit présente un rapprochement du bénéfice net, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et des flux de trésorerie liés aux opérations et des flux de trésorerie liés aux opérations ajustés.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS¹	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Bénéfice net	205 \$	87 \$	624 \$	633 \$
Ajouter ou déduire les éléments suivants :				
Amortissements	317	188	932	569
Quote-part (du bénéfice) de la perte des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ²	(36)	32	(88)	36
Apport aux flux de trésorerie liés aux opérations des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ²	145	125	436	409
Charge d'impôt sur le résultat	58	65	194	322
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	(34)	(5)	(90)	(25)
Profit à la vente d'une entreprise associée	—	—	—	(338)
Autres charges	(1)	(9)	(14)	(26)
Flux de trésorerie liés aux opérations consolidés	654	483	1 994	1 580
Flux de trésorerie liés aux opérations attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ³	(316)	(205)	(968)	(675)
Flux de trésorerie liés aux opérations	338	278	1 026	905
Investissements de maintien	(77)	(69)	(204)	(176)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés	261	209	822	729
Remboursement de capital	(28)	(21)	(81)	(68)
Flux de trésorerie liés aux opérations ajustés moins le remboursement de capital	233 \$	188 \$	741 \$	661 \$

- Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » pour un rapprochement détaillé des résultats proportionnels de Brookfield Infrastructure et des états consolidés du résultat net de notre société.*
- Ces ajustements ont comme effet combiné d'exclure l'incidence des amortissements, de l'impôt différé, des coûts de résiliation et de transaction, ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie comptabilisés au titre de nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises, conformément à notre définition des flux de trésorerie liés aux opérations.*
- En ajustant les flux de trésorerie liés aux opérations attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, la société peut exclure la tranche des flux de trésorerie liés aux opérations gagnés par les filiales non entièrement détenues qui n'est pas attribuable à la société. Nous sommes d'avis que notre information financière proportionnelle, lorsqu'elle est lue parallèlement aux résultats présentés par la société en vertu des normes IFRS, offre l'évaluation la plus éloquent du rendement de nos activités. Se reporter à la description des limites des résultats proportionnels à titre d'outil d'analyse présentée à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » à la page 70.*

Tous les montants de rapprochement du bénéfice net et des flux de trésorerie liés aux opérations présentés ci-dessus proviennent directement des états financiers consolidés de la société, et en ce qui concerne les postes Apport des participations dans des entreprises associées et des coentreprises et Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle, la quote-part revenant à la société des flux de trésorerie liés aux opérations connexes est calculée au moyen de méthodes comptables cohérentes avec celles qui ont été appliquées pour préparer les états financiers consolidés de la société. Les flux de trésorerie liés aux opérations liés à ces éléments sont calculés de la même façon que ceux des entités consolidées, tel qu'il est présenté ci-dessus, et sont calculés en appliquant les mêmes pourcentages de participation que ceux utilisés dans le calcul de la quote-part du bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence revenant à la société et l'élimination correspondante des participations ne donnant pas le contrôle, conformément à IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, et à IFRS 10, *États financiers consolidés*, respectivement.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, l'écart entre le bénéfice net et les flux de trésorerie liés aux opérations s'explique surtout par les amortissements, l'apport aux flux de trésorerie liés aux opérations des participations dans des entreprises associées et les flux de trésorerie liés aux opérations attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle. Les amortissements ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des charges additionnelles liées aux acquisitions récemment conclues, de l'augmentation de la valeur des actifs suivant notre processus annuel de réévaluation, de l'adoption d'IFRS 16 et des dépenses d'investissement engagées au cours de l'exercice. L'apport aux flux de trésorerie liés aux opérations des participations dans des entreprises associées et des coentreprises a augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison principalement de la croissance interne et des acquisitions. Les flux de trésorerie liés aux opérations attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison principalement des acquisitions conclues au cours des 12 derniers mois et de la croissance interne.

L'écart entre le bénéfice net et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés tient aux facteurs mentionnés précédemment ainsi qu'aux investissements de maintien de 77 M\$ (2018 – 69 M\$).

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, l'écart entre le bénéfice net et les flux de trésorerie liés aux opérations tient principalement aux amortissements, à l'apport aux flux de trésorerie liés aux opérations des participations dans des entreprises associées et des coentreprises, à la charge d'impôt sur le résultat, au profit à la vente d'une entreprise associée et aux flux de trésorerie liés aux opérations attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle. Les amortissements ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des charges additionnelles liées aux acquisitions récemment conclues, de l'augmentation de la valeur des actifs suivant notre processus annuel de réévaluation, de l'adoption d'IFRS 16 et des dépenses d'investissement engagées au cours de l'exercice. L'apport aux flux de trésorerie liés aux opérations des participations dans des entreprises associées et des coentreprises et les flux de trésorerie liés aux opérations attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison principalement de la croissance interne et des acquisitions. La charge d'impôt sur le résultat et le profit à la vente d'une entreprise associée ont diminué, les résultats de l'exercice précédent comprenant l'incidence de la vente de notre entreprise de transport d'électricité au Chili.

L'écart entre le bénéfice net et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés tient aux facteurs mentionnés précédemment ainsi qu'aux investissements de maintien de 204 M\$ (2018 – 176 M\$).

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et du BAIIA ajusté, une mesure non conforme aux normes IFRS. Le BAIIA ajusté est présenté en fonction de notre quote-part des résultats des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS ¹	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Bénéfice net	205 \$	87 \$	624 \$	633 \$
Ajouter ou déduire les éléments suivants :				
Amortissements	317	188	932	569
Charges d'intérêts	229	140	682	379
Quote-part (du bénéfice) de la perte des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ²	(36)	32	(88)	36
Apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ²	190	159	570	519
Charge d'impôt sur le résultat	58	65	194	322
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	(34)	(5)	(90)	(25)
Profit à la vente d'entreprises associées	—	—	—	(338)
BAIIA ajusté consolidé	929	666	2 824	2 095
BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle ³	(466)	(297)	(1 417)	(913)
BAIIA ajusté	463 \$	369 \$	1 407 \$	1 182 \$

1. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » pour un rapprochement détaillé des résultats proportionnels de Brookfield Infrastructure et des états consolidés du résultat net de notre société.

2. Ces ajustements ont comme effet combiné d'exclure l'incidence des amortissements, des charges d'intérêts, de l'impôt exigible et différé, des coûts de résiliation et de transaction ainsi que des profits ou pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie comptabilisés au titre de nos participations dans des entreprises associées et des coentreprises, conformément à notre définition des flux de trésorerie liés aux opérations.

3. En ajustant le BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle, la société peut exclure la tranche du BAIIA ajusté gagné par les filiales non entièrement détenues qui n'est pas attribuable à la société. Nous sommes d'avis que notre information financière proportionnelle, lorsqu'elle est lue parallèlement aux résultats présentés par la société en vertu des normes IFRS, offre l'évaluation la plus éloquente du rendement de nos activités. Se reporter à la description des limites des résultats proportionnels à titre d'outil d'analyse présentée à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS » à la page 70.

Tous les montants de rapprochement présentés ci-dessus proviennent directement des états financiers consolidés de la société, et en ce qui concerne les postes Apport des participations dans des entreprises associées et des coentreprises et Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle, la quote-part revenant à la société du BAIIA ajusté connexe est calculée au moyen de méthodes comptables cohérentes avec celles qui ont été appliquées pour préparer les états financiers consolidés de la société. Le BAIIA ajusté lié à ces éléments est calculé de la même façon que celui des entités consolidées, tel qu'il est présenté ci-dessus, et est calculé en appliquant les mêmes pourcentages de participation que ceux utilisés dans le calcul de la quote-part du bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence revenant à la société et l'élimination correspondante des participations ne donnant pas le contrôle, conformément à IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, et à IFRS 10, *États financiers consolidés*, respectivement.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, l'écart entre le bénéfice net et le BAIIA ajusté tient surtout aux amortissements, aux charges d'intérêts, au BAIIA ajusté lié aux participations dans des entreprises associées et des coentreprises et au BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle. Les amortissements ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des charges additionnelles liées aux acquisitions récemment conclues, de l'augmentation de la valeur des actifs suivant notre processus annuel de réévaluation, de l'adoption d'IFRS 16 et des dépenses d'investissement engagées au cours de l'exercice. Les charges d'intérêts ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des emprunts additionnels liés aux entreprises acquises au cours de l'exercice. Le BAIIA ajusté lié aux participations dans des entreprises associées et des coentreprises a augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison surtout de la croissance interne et des acquisitions. Le BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle a augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison principalement des acquisitions conclues au cours des 12 derniers mois et de la croissance interne.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, l'écart entre le bénéfice net et le BAIIA ajusté tient surtout à la dotation aux amortissements, aux charges d'intérêts, à l'apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises, à la charge d'impôt sur le résultat, au profit à la vente d'une entreprise associée et au BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle. Les amortissements ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison des charges additionnelles liées aux acquisitions récemment conclues, de l'augmentation de la valeur des actifs suivant notre processus annuel de réévaluation, de l'adoption d'IFRS 16 et des dépenses d'investissement engagées au cours de l'exercice. La hausse des charges d'intérêts tient aux emprunts additionnels au niveau de l'actif servant à financer de nouveaux placements et à saisir des occasions de croissance interne, à l'émission de billets de premier rang d'une durée de cinq ans d'une valeur de 1,5 G\$ par notre entreprise de transport de gaz naturel réglementé au Brésil en mai 2018, à l'émission de billets à moyen terme de la société d'une valeur de 500 M\$ CA en septembre 2018 et aux charges d'intérêts comptabilisées à l'égard des obligations locatives à l'adoption d'IFRS 16. L'apport au BAIIA ajusté des participations dans des entreprises associées et des coentreprises et le BAIIA ajusté attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle a augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison principalement des acquisitions conclues au cours des 12 derniers mois et de la croissance interne. La charge d'impôt sur le résultat et le profit à la vente d'une entreprise associée ont diminué, les résultats de l'exercice précédent comprenant l'incidence de la vente de notre entreprise de transport d'électricité au Chili.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net attribuable à notre société, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et du bénéfice ajusté, une mesure financière non conforme aux normes IFRS.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Bénéfice net attribuable à la société ¹	82 \$	5 \$	210 \$	339 \$
Ajouter ou déduire les éléments suivants :				
Dotation aux amortissements découlant de l'application du modèle de la réévaluation et de la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition	102	85	308	256
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	(58)	11	(62)	138
Profit à la vente de filiales ou découlant de changements de participation	—	—	(21)	(338)
Bénéfice ajusté	126 \$	101 \$	435 \$	395 \$

1. Comprend le bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, au commandité et aux commanditaires.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, l'écart entre le bénéfice net attribuable à la société et le bénéfice ajusté tient à la dotation aux amortissements découlant de l'application du modèle de la réévaluation et de la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition de 102 M\$ (2018 – 85 M\$) et aux profits liés à l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres de 58 M\$ (2018 – pertes de 11 M\$). Le bénéfice ajusté pour la période a été favorisé par la croissance interne enregistrée par la majorité de nos entreprises et par les acquisitions conclues au cours des 12 derniers mois, facteurs en partie contrebalancés par l'incidence du change.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, l'écart entre le bénéfice net attribuable à la société et le bénéfice ajusté tient à la dotation aux amortissements découlant de l'application du modèle de la réévaluation et de la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition de 308 M\$ (2018 – 256 M\$), aux profits liés à l'évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres de 62 M\$ (2018 – pertes de 138 M\$) et au profit à la vente de filiales ou découlant de changements de participation de 21 M\$ (2018 – 338 M\$). Le bénéfice ajusté a augmenté de 40 M\$ par rapport à l'exercice précédent en raison de la croissance interne enregistrée par la majorité de nos entreprises et par les acquisitions conclues au cours des 12 derniers mois, facteurs en partie contrebalancés par l'incidence du change.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net par part de société en commandite, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et des flux de trésorerie liés aux opérations par part, une mesure financière non conforme aux normes IFRS.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, SAUF LES MONTANTS PAR PART¹	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Bénéfice net (perte nette) par part de société en commandite ²	0,07 \$	(0,10) \$	0,14 \$	0,53 \$
Ajouter ou déduire les éléments suivants :				
Amortissements	0,53	0,46	1,67	1,45
Impôt différé	0,02	(0,04)	0,08	0,01
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture	(0,14)	(0,08)	(0,19)	(0,17)
Profit à la vente d'une entreprise associée	—	—	—	(0,86)
Pertes sur évaluation et autres	0,34	0,47	0,85	1,35
Flux de trésorerie liés aux opérations par part ³	0,82 \$	0,71 \$	2,55 \$	2,31 \$

1. Se reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels » pour un rapprochement détaillé des résultats proportionnels de Brookfield Infrastructure et des états consolidés du résultat net de notre société.
2. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019, il y avait en moyenne 290,9 millions et 282,9 millions de parts de société en commandite en circulation, respectivement (2018 – 276,8 millions et 276,7 millions).
3. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019, il y avait en moyenne 414,6 millions et 404,0 millions de parts en circulation, respectivement (2018 – 394,2 millions et 394,1 millions), ce qui comprend nos parts, les parts de société en commandite rachetables, les parts d'Exchange LP et les parts de commandité spécial.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net par part de société en commandite, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et du bénéfice ajusté par part, une mesure financière non conforme aux normes IFRS.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS, SAUF LES MONTANTS PAR PART	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Bénéfice net (perte nette) par part de société en commandite ¹	0,07 \$	(0,10) \$	0,14 \$	0,53 \$
Ajouter ou déduire les éléments suivants :				
Dotation aux amortissements découlant de l'application du modèle de la réévaluation et de la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition	0,25	0,22	0,77	0,66
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	(0,02)	0,14	0,21	0,68
Profits à la vente de filiales ou découlant de changements de participation	—	—	(0,05)	(0,86)
Bénéfice ajusté par part ²	0,30 \$	0,26 \$	1,07 \$	1,01 \$

1. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019, il y avait en moyenne 290,9 millions et 282,9 millions de parts de société en commandite en circulation, respectivement (2018 – 276,8 millions et 276,7 millions).
2. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019, il y avait en moyenne 414,6 millions et 404,0 millions de parts en circulation, respectivement (2018 – 394,2 millions et 394,1 millions), ce qui comprend nos parts, les parts de société en commandite rachetables, les parts d'Exchange LP et les parts de commandité spécial.

Le tableau suivant présente un rapprochement des capitaux propres de la société, la mesure conforme aux normes IFRS la plus directement comparable, et du capital investi, une mesure financière non conforme aux normes IFRS.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Au 30 septembre 2019	Au 31 décembre 2018
Capitaux propres de la société	16 208 \$	14 668 \$
Exclure l'incidence des éléments suivants depuis la constitution :		
Participation ne donnant pas le contrôle dans les filiales en exploitation	(8 583)	(7 303)
Déficit	1 820	1 228
Cumul des autres éléments du résultat global	(40)	(328)
Changements de participation et autres	(398)	(109)
Capital investi	9 007 \$	8 156 \$

Le capital investi a augmenté en raison des émissions nettes de parts privilégiées et d'actions privilégiées de 72 M\$ au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, en partie contrebalancées par l'émission de parts, déduction faite des rachats de 779 M\$.

Le tableau suivant présente la variation du capital investi au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019.

EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Pour les trimestres clos les 30 septembre		Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Solde d'ouverture	8 204 \$	7 764 \$	8 156 \$	7 599 \$
Émission de parts privilégiées et d'actions privilégiées, déduction faite des rachats	—	185	72	342
Rachats de parts de société en commandite et de parts de société en commandite rachetables, déduction faite des émissions	803	4	779	12
Solde de clôture	9 007 \$	7 953 \$	9 007 \$	7 953 \$
Moyenne pondérée du capital investi	8 855 \$	7 801 \$	8 414 \$	7 760 \$

Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés comme les flux de trésorerie liés aux opérations (selon leur définition à la note 3, « Information sectorielle ») diminués des investissements de maintien. Les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 se sont chiffrés à 261 M\$ et à 822 M\$, respectivement (2018 – 209 M\$ et 729 M\$). Le remboursement de capital estimatif pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 s'est chiffré à 28 M\$ et à 81 M\$, respectivement (2018 – 21 M\$ et 68 M\$).

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019, notre société a atteint ses objectifs en matière de rendement des placements, ayant enregistré un rendement du capital investi de 11 % et de 12 %, respectivement (2018 – 10 % et 11 %).

Rapprochement des mesures liées aux secteurs opérationnels

Le BAIIA ajusté, les flux de trésorerie liés aux opérations et les flux de trésorerie liés aux opérations ajustés présentés se fondent sur notre quote-part des résultats des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence, selon lesquelles nous exerçons un contrôle ou une influence notable sur le placement, respectivement, afin d'illustrer l'incidence des principaux inducteurs de valeur des secteurs opérationnels sur notre performance globale. Par conséquent, les amortissements par secteur, l'impôt différé, les coûts de résiliation et de transaction ainsi que les profits et pertes sur évaluation sans effet sur la trésorerie constituent des éléments de rapprochement qui différeront des résultats présentés selon les normes IFRS, puisqu'ils 1) comprennent la quote-part nous revenant du bénéfice des participations dans des entreprises associées attribuable à chacun des éléments ci-dessus et 2) excluent la quote-part du bénéfice (de la perte) des participations consolidées non détenues par nous répartie entre chacun des éléments susmentionnés.

Les tableaux ci-après présentent les résultats de chaque secteur dans le format utilisé par la direction pour organiser ses secteurs afin de prendre des décisions de nature opérationnelle et d'évaluer la performance. Chaque secteur est présenté sur une base proportionnelle et prend en compte notre participation dans des transactions comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence et qui sont liées à des participations qui font en sorte que nous exerçons un contrôle ou une influence notable, respectivement, sur la participation. Ces tableaux présentent le rapprochement de chaque élément de nos résultats proportionnels et des états consolidés du résultat net de notre société au moyen du regroupement des composantes des bénéfices provenant de nos participations dans des entreprises associées et de la présentation de la tranche de chaque élément qui est attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle. Se reporter à la rubrique « Analyse des éléments de rapprochement par secteur », à la page 79, pour obtenir un rapprochement des résultats sectoriels et de notre état du résultat net conformément aux normes IFRS.

Total attribuable à Brookfield Infrastructure							Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Tel qu'il est présenté en vertu des normes IFRS ¹
POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2019 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données	Siège social	Total			
Produits	285 \$	312 \$	260 \$	91 \$	— \$	948 \$	(329) \$	1 045 \$	1 664 \$
Coûts attribués aux produits	(95)	(138)	(132)	(45)	—	(410)	139	(579)	(850)
Frais généraux et administratifs	—	—	—	—	(75)	(75)	—	—	(75)
BAIIA ajusté	190	174	128	46	(75)	463	(190)	466	
Autres (charges) produits	(12)	1	5	2	24	20	4	(25)	(1)
Charges d'intérêts	(33)	(47)	(33)	(12)	(20)	(145)	41	(125)	(229)
Flux de trésorerie liés aux opérations	145	128	100	36	(71)	338	(145)	316	
Amortissements	(43)	(79)	(62)	(35)	—	(219)	92	(190)	(317)
Impôt différé	(12)	3	(3)	2	—	(10)	6	1	(3)
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	(5)	(36)	(17)	(3)	34	(27)	11	(4)	(20)
Quote-part du bénéfice des entreprises associées	—	—	—	—	—	—	36	—	36
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle et aux porteurs de parts privilégiées	—	—	—	—	—	—	—	(123)	(123)
Bénéfice net (perte nette) attribuable à la société ²	85 \$	16 \$	18 \$	— \$	(37) \$	82 \$	— \$	— \$	82 \$

Total attribuable à Brookfield Infrastructure							Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Tel qu'il est présenté en vertu des normes IFRS ¹
POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données	Siège social	Total			
Produits	270 \$	385 \$	144 \$	40 \$	— \$	839 \$	(359) \$	687 \$	1 167 \$
Coûts attribués aux produits	(98)	(227)	(71)	(17)	—	(413)	200	(390)	(603)
Frais généraux et administratifs	—	—	—	—	(57)	(57)	—	—	(57)
BAIIA ajusté	172	158	73	23	(57)	369	(159)	297	
Autres (charges) produits	(9)	1	5	(1)	20	16	5	(30)	(9)
Charges d'intérêts	(33)	(40)	(19)	(3)	(12)	(107)	29	(62)	(140)
Flux de trésorerie liés aux opérations	130	119	59	19	(49)	278	(125)	205	
Amortissements	(42)	(81)	(39)	(18)	—	(180)	87	(95)	(188)
Impôt différé	(11)	28	(2)	1	1	17	(23)	(6)	(12)
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	(10)	(112)	(13)	1	24	(110)	93	(22)	(39)
Quote-part de la perte des entreprises associées	—	—	—	—	—	—	(32)	—	(32)
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle et aux porteurs de parts privilégiées	—	—	—	—	—	—	—	(82)	(82)
Bénéfice net (perte nette) attribuable à la société ²	67 \$	(46) \$	5 \$	3 \$	(24) \$	5 \$	— \$	— \$	5 \$

POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 30 SEPTEMBRE 2019 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Total attribuable à Brookfield Infrastructure						Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Tel qu'il est présenté en vertu des normes IFRS ¹
	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données	Siège social	Total			
Produits	832 \$	1 087 \$	761 \$	220 \$	— \$	2 900 \$	(1 066) \$	3 108 \$	4 942 \$
Coûts attribués aux produits	(271)	(540)	(383)	(99)	—	(1 293)	496	(1 691)	(2 488)
Frais généraux et administratifs	—	—	—	—	(200)	(200)	—	—	(200)
BAIIA ajusté	561	547	378	121	(200)	1 407	(570)	1 417	
Autres (charges) produits	(31)	2	19	4	64	58	6	(78)	(14)
Charges d'intérêts	(105)	(147)	(94)	(31)	(62)	(439)	128	(371)	(682)
Flux de trésorerie liés aux opérations	425	402	303	94	(198)	1 026	(436)	968	
Amortissements	(132)	(264)	(186)	(90)	(1)	(673)	295	(554)	(932)
Impôt différé	(52)	14	(2)	5	4	(31)	16	1	(14)
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	28	(113)	(56)	(18)	47	(112)	37	(1)	(76)
Quote-part du bénéfice des entreprises associées	—	—	—	—	—	—	88	—	88
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	(414)	(414)
Bénéfice net (perte nette) attribuable à la société ²	269 \$	39 \$	59 \$	(9) \$	(148) \$	210 \$	— \$	— \$	210 \$

POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE 30 SEPTEMBRE 2018 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Total attribuable à Brookfield Infrastructure						Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Tel qu'il est présenté en vertu des normes IFRS ¹
	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données	Siège social	Total			
Produits	787 \$	1 219 \$	434 \$	128 \$	— \$	2 568 \$	(1 150) \$	1 806 \$	3 224 \$
Coûts attribués aux produits	(235)	(710)	(213)	(59)	—	(1 217)	631	(893)	(1 479)
Frais généraux et administratifs	—	—	—	—	(169)	(169)	—	—	(169)
BAIIA ajusté	552	509	221	69	(169)	1 182	(519)	913	
Autres (charges) produits	(20)	3	13	(3)	53	46	9	(81)	(26)
Charges d'intérêts	(94)	(123)	(55)	(9)	(42)	(323)	101	(157)	(379)
Flux de trésorerie liés aux opérations	438	389	179	57	(158)	905	(409)	675	
Amortissements	(143)	(265)	(110)	(55)	—	(573)	289	(285)	(569)
Impôt différé	(38)	40	(5)	3	2	2	(35)	(20)	(53)
Évaluation à la valeur de marché des éléments de couverture et autres	(67)	(174)	(51)	2	(43)	(333)	191	(76)	(218)
Profit à la vente d'une entreprise associée	—	—	—	—	338	338	—	—	338
Quote-part des pertes des entreprises associées	—	—	—	—	—	—	(36)	—	(36)
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle et aux porteurs de parts priviliégées	—	—	—	—	—	—	—	(294)	(294)
Bénéfice net (perte nette) attribuable à la société ²	190 \$	(10) \$	13 \$	7 \$	139 \$	339 \$	— \$	— \$	339 \$

1. Le tableau ci-dessus présente les résultats de chaque secteur dans le format utilisé par la direction pour organiser ses secteurs afin de prendre des décisions de nature opérationnelle et d'évaluer la performance. Chaque secteur est présenté sur une base proportionnelle et prend en compte la participation de Brookfield Infrastructure dans des activités comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence en vertu des normes IFRS. Il présente un rapprochement de chaque élément des résultats proportionnels de Brookfield Infrastructure et des états consolidés du résultat net de la société au moyen du regroupement des composantes des bénéfices provenant des participations dans des entreprises associées de la société et de la présentation de la tranche de chaque élément attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.
2. Comprend le bénéfice net (la perte nette) attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle – parts de société en commandite rachetables détenues par Brookfield, à la participation ne donnant pas le contrôle – parts d'Exchange LP, au commandité et aux commanditaires.

Les tableaux ci-dessous présentent les actifs de chaque secteur dans un format utilisé par la direction pour organiser ses secteurs afin de prendre des décisions de nature opérationnelle et d'évaluer la performance. Chaque secteur est présenté sur une base proportionnelle et prend en compte notre participation dans des transactions comptabilisées au moyen des méthodes de la consolidation et de la mise en équivalence et qui sont liées à des participations qui font en sorte que nous exerçons un contrôle ou une influence notable, respectivement, sur la participation. Ces tableaux présentent un rapprochement de nos actifs proportionnels et du total de l'actif présenté dans nos états consolidés de la situation financière au moyen de l'élimination du passif net inclus aux participations dans des entreprises associées, de la présentation de l'actif attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle et de l'ajustement pour tenir compte de l'actif du fonds de roulement qui est porté en diminution du passif du fonds de roulement.

Total attribuable à Brookfield Infrastructure							Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Ajustement au fonds de roulement et autres	Tel qu'il est présenté en vertu des normes IFRS
AU 30 SEPTEMBRE 2019 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données	Siège social	Total				
Total de l'actif	4 797 \$	5 872 \$	5 223 \$	2 012 \$	(811) \$	17 093 \$	(2 191) \$	20 682 \$	5 108 \$	40 692 \$

Total attribuable à Brookfield Infrastructure							Apport des participations dans des entreprises associées	Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	Ajustement au fonds de roulement et autres	Tel qu'il est présenté en vertu des normes IFRS
AU 31 DÉCEMBRE 2018 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données	Siège social	Total				
Total de l'actif	4 864 \$	6 424 \$	4 722 \$	1 446 \$	(929) \$	16 527 \$	(2 350) \$	17 545 \$	4 858 \$	36 580 \$

Analyse des éléments de rapprochement par secteur

Les tableaux suivants présentent des données et une analyse, le cas échéant, relatives aux variations importantes qui ont été enregistrées entre les périodes pour chaque secteur opérationnel ainsi qu'un rapprochement des apports des participations dans des entreprises associées et des attributions à la participation ne donnant pas le contrôle qui ont été utilisées pour calculer le BAIIA ajusté, les flux de trésorerie liés aux opérations et le bénéfice net attribuable à notre société afin de favoriser la compréhension de la nature et des variations des éléments de rapprochement.

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2019 EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS							Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données	Siège social	Total
Ajustements aux éléments du BAIIA ajusté ¹												
Apport des participations dans des entreprises associées							(6) \$	(91) \$	(57) \$	(36) \$	— \$	(190) \$
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle							254	48	139	25	—	466
BAIIA ajusté							248	(43)	82	(11)	—	276
Ajustements aux éléments des flux de trésorerie liés aux opérations ²												
Apport des participations dans des entreprises associées							2	23	13	7	—	45
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle							(70)	(29)	(41)	(10)	—	(150)
Flux de trésorerie liés aux opérations							180	(49)	54	(14)	—	171
Ajustements aux éléments du bénéfice net attribuable à la société ³												
Apport des participations dans des entreprises associées							4	68	44	29	—	145
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle							(184)	(19)	(98)	(15)	—	(316)
Bénéfice net attribuable à la société							— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE
30 SEPTEMBRE 2018
EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS

	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données	Siège social	Total
Ajustements aux éléments du BAIIA ajusté ¹						
Apport des participations dans des entreprises associées	(5) \$	(82) \$	(52) \$	(20) \$	— \$	(159) \$
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	245	28	24	—	—	297
BAIIA ajusté	240	(54)	(28)	(20)	—	138
Ajustements aux éléments des flux de trésorerie liés aux opérations ²						
Apport des participations dans des entreprises associées	2	19	12	1	—	34
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(69)	(17)	(6)	—	—	(92)
Flux de trésorerie liés aux opérations	173	(52)	(22)	(19)	—	80
Ajustements aux éléments du bénéfice net attribuable à la société ³						
Apport des participations dans des entreprises associées	3	63	40	19	—	125
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(176)	(11)	(18)	—	—	(205)
Bénéfice net attribuable à la société	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$

POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE
30 SEPTEMBRE 2019
EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS

	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données	Siège social	Total
Ajustements aux éléments du BAIIA ajusté ¹						
Apport des participations dans des entreprises associées	(24) \$	(283) \$	(176) \$	(87) \$	— \$	(570) \$
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	764	169	417	67	—	1 417
BAIIA ajusté	740	(114)	241	(20)	—	847
Ajustements aux éléments des flux de trésorerie liés aux opérations ²						
Apport des participations dans des entreprises associées	9	69	40	16	—	134
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(201)	(88)	(113)	(47)	—	(449)
Flux de trésorerie liés aux opérations	548	(133)	168	(51)	—	532
Ajustements aux éléments du bénéfice net attribuable à la société ³						
Apport des participations dans des entreprises associées	15	214	136	71	—	436
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(563)	(81)	(304)	(20)	—	(968)
Bénéfice net attribuable à la société	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$

POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSE LE
30 SEPTEMBRE 2018
EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS

	Services publics	Transport	Énergie	Infrastructures de données	Siège social	Total
Ajustements aux éléments du BAIIA ajusté ¹						
Apport des participations dans des entreprises associées	(43) \$	(255) \$	(156) \$	(65) \$	— \$	(519) \$
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	721	108	84	—	—	913
BAIIA ajusté	678	(147)	(72)	(65)	—	394
Ajustements aux éléments des flux de trésorerie liés aux opérations ²						
Apport des participations dans des entreprises associées	10	58	35	7	—	110
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(157)	(54)	(28)	1	—	(238)
Flux de trésorerie liés aux opérations	531	(143)	(65)	(57)	—	266
Ajustements aux éléments du bénéfice net attribuable à la société ³						
Apport des participations dans des entreprises associées	33	197	121	58	—	409
Attribution à la participation ne donnant pas le contrôle	(564)	(54)	(56)	(1)	—	(675)
Bénéfice net attribuable à la société	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$

1. Produits, coûts attribués aux produits et frais généraux et administratifs.

2. Autres produits, charges d'intérêts et impôt en trésorerie.

3. Amortissements, impôt différé, ajustements à la juste valeur, autres charges, quote-part des bénéfices des entreprises associées et bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle.

Les apports des participations dans des entreprises associées et des coentreprises ont augmenté par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout de la croissance interne. L'attribution à la participation ne donnant pas le contrôle a augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison principalement des acquisitions réalisées au cours des 12 derniers mois.

Méthodes comptables et estimations critiques

La préparation des états financiers exige que la direction formule des jugements, estimations et hypothèses critiques qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et passifs, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges, qu'il n'est pas facile d'établir à partir d'autres sources au cours de la période de présentation de l'information financière. Ces estimations et hypothèses connexes sont fondées sur des données historiques et sur d'autres facteurs considérés comme pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont revues périodiquement. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée si la révision ne touche que cette période ou dans la période de révision et les périodes futures si la révision touche à la fois la période actuelle et les périodes futures.

Les jugements critiques énoncés par la direction et utilisés dans le cours normal des activités de préparation des états financiers consolidés de Brookfield Infrastructure sont les suivants.

Réévaluation des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont réévaluées périodiquement. Les estimations et hypothèses critiques qui sous-tendent l'évaluation des immobilisations corporelles sont présentées à la note 13, « Immobilisations corporelles », dans nos états financiers consolidés audités au 31 décembre 2018. La juste valeur des immobilisations corporelles de notre société est évaluée sur une base récurrente, et les dates de prise d'effet de la réévaluation de toutes les catégories d'actifs ont été fixées au 31 décembre 2018. Brookfield Infrastructure a déterminé la juste valeur au moyen de la méthode par les résultats, en tenant dûment compte de données importantes comme le taux d'actualisation, le multiple de valeur finale et l'horizon de placement global.

Dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et des participations dans des entreprises associées et des coentreprises

Notre société évalue la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée en examinant la valeur d'utilité ou la juste valeur diminuée des coûts de sortie des unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill ou l'immobilisation incorporelle a été attribué. Brookfield Infrastructure utilise les hypothèses et estimations critiques suivantes : les circonstances ayant engendré le goodwill, le calendrier et le montant des flux de trésorerie futurs attendus de l'unité génératrice de trésorerie, les taux d'actualisation, les taux de capitalisation finaux, les dates d'évaluation finale, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles.

L'évaluation de la dépréciation des participations dans des entreprises associées et des coentreprises nécessite une estimation de la valeur recouvrable de l'actif.

Les autres estimations utilisées dans la préparation des états financiers de notre société portent sur les taux d'amortissement et la durée d'utilité, les montants recouvrables liés au goodwill et aux immobilisations incorporelles, la capacité d'utiliser les pertes fiscales et d'autres évaluations fiscales.

Normes comptables adoptées récemment

Brookfield Infrastructure a appliqué pour la première fois certaines nouvelles normes applicables à notre société qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2019. L'incidence de l'adoption de ces nouvelles normes sur les méthodes comptables de notre société est détaillée ci-dessous.

IFRS 16, Contrats de location (« IFRS 16 »)

En janvier 2016, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 16, qui entraîne la comptabilisation de la plupart des contrats de location au bilan, faisant disparaître la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement. Toutefois, le traitement comptable appliqué par le bailleur demeure essentiellement le même, et la distinction entre contrats de location-financement et contrats de location simple reste inchangée. IFRS 16 annule et remplace IAS 17, *Contrats de location* (« IAS 17 »), et les interprétations connexes, et entre en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019.

La société a adopté la norme selon une méthode rétrospective modifiée en vertu de laquelle l'incidence de la transition est comptabilisée en capitaux propres au 1^{er} janvier 2019 et les chiffres des périodes comparatives ne sont pas retraités. Lors de la première application d'IFRS 16, la société a appliqué les mesures de simplification suivantes prévues par la norme, contrat par contrat. Ces mesures de simplification peuvent être utilisées seulement au moment de l'adoption et ne peuvent pas être appliquées aux nouveaux contrats de location conclus après l'adoption :

- la comptabilisation des contrats de location simple dont la durée restante est de moins de 12 mois au 1^{er} janvier 2019 en tant que contrats de location à court terme;
- l'application d'un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location possédant des caractéristiques relativement similaires; de plus, la société a appliqué le choix de méthode au moment de l'adoption afin d'évaluer les actifs au titre de droits d'utilisation au montant de l'obligation locative.

La société a choisi d'appliquer les mesures de simplification suivantes dans le cadre de l'application de la norme :

- la possibilité de ne pas répartir la contrepartie prévue au contrat entre les composantes locatives et les composantes non locatives et de comptabiliser chaque contrat de location et composante non locative en une seule composante locative;
- la comptabilisation à titre de charge des paiements associés aux contrats de location à court terme et aux contrats dont le bien sous-jacent est de faible valeur selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location.

L'adoption d'IFRS 16 a entraîné la comptabilisation d'obligations locatives, qui sont inscrites dans les créditeurs et autres passifs et dans les autres passifs, et d'actifs au titre de droits d'utilisation, qui sont classés dans les immobilisations corporelles, de 1,2 G\$. L'adoption d'IFRS 16 n'a pas eu d'incidence sur les capitaux propres de la société. Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré utilisé pour déterminer les obligations locatives est d'environ 5 %. L'écart entre la valeur actualisée des contrats de location simple présentée aux termes d'IAS 17 au 31 décembre 2018 et les obligations locatives comptabilisées au 1^{er} janvier 2019 est attribuable aux obligations en vertu de contrats de location-financement comptabilisées au 31 décembre 2018, à la comptabilisation en charges des contrats de location à court terme et des contrats dont le bien sous-jacent est de faible valeur et aux ajustements découlant du traitement différent des options de prolongation et de résiliation et des paiements de loyers variables en raison des variations des indices ou des taux. Comparativement aux résultats de l'exercice précédent, pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, la nouvelle norme a entraîné une baisse de nos coûts d'exploitation directs de 14 M\$ (une tranche de 3 M\$ est attribuable à la société) et une hausse de nos charges d'intérêts et de la dotation à l'amortissement de 9 M\$ et de 13 M\$, respectivement (tranches de 2 M\$ et de 4 M\$ attribuables à la société, respectivement), ce qui a donné lieu à une diminution du bénéfice net de 8 M\$. En outre, la nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur la quote-part du bénéfice des placements mis en équivalence revenant à notre société, mais a donné lieu à une augmentation de notre quote-part du BAIIA et des flux de trésorerie liés aux opérations de 10 M\$ et de 4 M\$, respectivement.

Notre société détermine si un contrat constitue un contrat de location, ou s'il en contient, à la date de passation d'un contrat et comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante pour tous les contrats de location dans lesquels elle intervient en tant que preneur, sauf les contrats de location à court terme et les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. L'obligation locative est évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers futurs, calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location, si ce taux peut être déterminé, ou sinon à l'aide du taux d'emprunt marginal. Les paiements de loyers pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative comprennent : i) les paiements de loyers fixes (y compris en substance), déduction faite des avantages incitatifs à la location; ii) les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, initialement évalués au moyen de l'indice ou du taux en vigueur à la date de début; iii) la somme que le preneur s'attend à devoir payer au bailleur au titre de garanties de valeur résiduelle; iv) le prix d'exercice des options d'achat, si on a la certitude raisonnable qu'elles seront exercées; et v) les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location, si la durée du contrat de location reflète l'exercice de l'option de résiliation du contrat de location. Les actifs au titre de droits d'utilisation se composent de l'évaluation initiale de l'obligation locative correspondante, des paiements de loyers effectués au plus tard à la date de début et des coûts directs initiaux. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués ultérieurement au coût, diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

La société réévalue les obligations locatives et apporte un ajustement correspondant aux actifs au titre de droits d'utilisation connexes, lorsque i) il y a un changement dans la durée du contrat de location ou dans l'appréciation quant à savoir si une option d'achat sera exercée, auquel cas l'obligation locative est réévaluée en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen d'un taux d'actualisation révisé; ii) les paiements de loyers ont changé en raison des variations d'un indice ou d'un taux, ou d'un changement dans les sommes que le preneur s'attend à devoir payer au bailleur au titre d'une garantie de valeur résiduelle, auxquels cas l'obligation locative est réévaluée en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen du taux d'actualisation initial (sauf si le changement dans les paiements de loyers résulte de la fluctuation d'un taux d'intérêt variable, auquel cas un taux d'actualisation révisé est utilisé); iii) un contrat de location est modifié et la modification de contrat de location n'est pas traitée comme un contrat de location distinct, auquel cas l'obligation locative est réévaluée en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen d'un taux d'actualisation révisé.

La société a formulé des jugements critiques dans le cadre de l'application d'IFRS 16, notamment pour : i) déterminer si un contrat (ou une partie d'un contrat) contient un contrat de location; ii) déterminer si elle a la certitude raisonnable d'exercer une option de prolongation ou de résiliation d'un contrat de location, pour déterminer la durée du contrat de location; iii) déterminer si les paiements variables sont fixes en substance. La société établit également des estimations critiques dans le cadre de l'application d'IFRS 16, y compris l'estimation de la durée du contrat de location et la détermination du taux d'actualisation approprié des paiements de loyers.

IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux (« IFRIC 23 »)

En juin 2017, l'IASB a publié IFRIC 23, qui entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Aux termes de l'interprétation, une entité doit évaluer s'il est probable qu'une administration fiscale accepte un traitement fiscal incertain utilisé par une entité, ou qu'une entité se propose d'utiliser, dans sa déclaration de revenus et elle doit faire preuve de jugement pour déterminer si chaque traitement fiscal doit être considéré au cas par cas ou si certains traitements fiscaux devraient plutôt être regroupés. Son choix doit se faire en fonction de la méthode offrant les meilleures prévisions quant au dénouement de l'incertitude. L'entité doit aussi déterminer s'il est probable que l'autorité compétente accepte chaque traitement fiscal ou chaque ensemble de traitements fiscaux, en supposant que l'autorité fiscale habilitée à contrôler un montant déclaré contrôlera effectivement le montant en question et aura, pour ce faire, pleine connaissance de toute l'information pertinente. L'interprétation peut être appliquée de façon entièrement rétrospective ou selon l'approche rétrospective modifiée sans retraitement de l'information comparative. Notre société a adopté la norme le 1^{er} janvier 2019 selon l'approche rétrospective modifiée. L'adoption n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de notre société.

IFRS 3, Regroupements d'entreprises (« IFRS 3 »)

En octobre 2018, l'IASB a publié une modification d'IFRS 3, qui s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020. La modification clarifie la définition d'entreprise et aide les sociétés à déterminer si une acquisition est un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'un groupe d'actifs. La modification met l'accent sur le fait que pour répondre à la définition d'une entreprise, un ensemble d'activités et d'actifs acquis doit inclure une entrée et un processus substantiel qui, ensemble, contribuent de façon importante à la possibilité de créer des sorties. Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2019, notre société a adopté la norme de façon anticipée et prospective. L'adoption n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de notre société.

Depuis l'adoption des modifications d'IFRS 3, la société continue à comptabiliser au moyen de la méthode de l'acquisition les regroupements d'entreprises dans le cadre desquels le contrôle est acquis. Lorsqu'une acquisition est effectuée, la société tient compte des entrées, des processus et des sorties de l'entreprise acquise afin de déterminer si celle-ci répond à la définition d'une entreprise. Si l'ensemble d'activités et d'actifs acquis n'inclut pas de processus substantiel, mais qu'il est intégré aux activités existantes de la société, l'acquisition cesse de répondre à la définition d'une entreprise et est comptabilisée comme une acquisition d'actifs. Les actifs acquis dans le cadre d'une acquisition d'actifs sont évalués initialement au coût, lequel comprend les coûts de transaction engagés pour les acquisitions. Les acquisitions qui continuent de répondre à la définition d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2019, aucun changement n'a été apporté à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence significative sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Nous avons exclu de notre évaluation les contrôles internes à l'égard de l'information financière de DCI et de EWPL, dont nous avons acquis le contrôle le 4 janvier 2019 et le 22 mars 2019, respectivement, ainsi que des autres entreprises qui ne sont pas importantes isolément acquises depuis le 1^{er} janvier 2019. Les états financiers de ces entités constituent 8 % du total de l'actif, 11 % des capitaux propres de la société, 4 % des produits et 6 % du bénéfice net des états financiers consolidés de notre société au 30 septembre 2019 et pour la période de neuf mois close à cette date.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient de l'information prospective et des déclarations prospectives prescrites par les lois sur les valeurs mobilières applicables. De telles déclarations peuvent être faites dans ce rapport, dans d'autres documents déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la SEC, ou dans d'autres communications publiques. Les termes « avoir tendance à », « chercher à », « cibler », « prévoir », « croire », « s'attendre à », « pouvoir », « viser », « avoir l'intention de », « objectif », « perspective », « s'appliquer à », « estimer », « probable », « continuer », « planifier », les variations de ces termes et d'autres expressions similaires, ou le pendant négatif de ces termes ou expressions, et les expressions similaires indiquant le futur ou le conditionnel comme « pourra », « serait » et « devrait », qui sont des prédictions ou des indications des futurs événements, tendances et perspectives et qui ne sont pas associés à des faits historiques, constituent des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives du présent rapport de gestion comprennent entre autres des déclarations à l'égard de la tendance à la hausse de nos actifs au fil du temps; de la croissance de nos actifs et de nos activités; de l'augmentation des flux de trésorerie liés aux opérations par part et de l'appréciation du capital qui en découle; des rendements du capital investi et des capitaux propres; de l'augmentation de la demande à l'égard des marchandises et de la circulation mondiale des marchandises; des dépenses d'investissement prévues; de l'incidence des projets d'investissement prévus par les clients de nos activités sur la performance et sur la croissance de ces activités; de l'étendue des charges générales et des frais généraux et administratifs; de notre capacité à conclure des acquisitions (y compris celles dont il est fait mention dans le présent rapport de gestion et d'autres transactions prévues); de notre capacité à tirer profit des occasions du marché; des perspectives futures des actifs que nous exploitons ou exploiterons; du partenariat avec des investisseurs institutionnels; de la capacité à cerner, à acquérir et à intégrer de nouvelles occasions d'acquisition; du rendement cible à long terme de nos actifs; de la viabilité de nos niveaux de distribution; de la croissance des distributions et des ratios de distribution; des résultats et des marges d'exploitation pour notre entreprise pour chacune de nos activités; des perspectives futures des marchés pour nos produits; de nos plans de croissance par le biais de la croissance interne et des dépenses d'investissement; de la capacité à atteindre les objectifs fixés; de la capacité à générer des efficacités opérationnelles; des attentes en matière de rendement du capital investi pour l'entreprise; des prix fixés par contrat et des tarifs réglementés pour nos activités; de nos investissements de maintien et dépenses d'investissement futurs prévus; de la capacité à affecter du capital dans des investissements rentables; de l'incidence sur l'entreprise de notre position quant au contexte économique futur; de notre capacité à maintenir suffisamment de liquidités; de notre capacité à prélever des fonds sur nos facilités de crédit bancaire; de notre capacité à obtenir du financement au moyen de l'émission de titres de capitaux propres ou de titres d'emprunt; des expansions des activités existantes; des sources probables d'occasions futures sur les marchés dans lesquels nous exerçons nos activités; du plan de financement pour nos sociétés en exploitation; des activités de gestion des opérations de change et d'autres déclarations concernant nos croyances, nos perspectives, nos plans, nos attentes et nos intentions. Bien que nous soyons d'avis que les résultats, la performance ou les réalisations futurs attendus de la société qui sont énoncés ou sous-entendus dans l'information et les déclarations prospectives sont fondés sur des hypothèses et des attentes raisonnables, le lecteur ne doit pas accorder une confiance induite à l'information et aux déclarations prospectives, puisque celles-ci sous-tendent des risques, des incertitudes et d'autres facteurs, connus ou non, qui pourraient faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la société diffèrent significativement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs attendus qui sont énoncés ou sous-entendus dans cette information et ces déclarations prospectives.

Parmi les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux qui sont envisagés ou sous-entendus dans les déclarations prospectives contenues dans le présent document, citons la conjoncture dans les territoires où nous exerçons des activités et ailleurs, qui pourrait avoir une incidence sur les marchés pour nos produits et services; la capacité de faire croître les entreprises de Brookfield Infrastructure; notre capacité d'atteindre les jalons nécessaires pour offrir les rendements visés pour nos porteurs de parts, laquelle est incertaine et dépend en partie de l'accès à du capital et du maintien de prix des marchandises avantageux; l'incidence des conditions du marché sur nos entreprises; le fait que le succès de Brookfield Infrastructure dépend de la demande sur le marché pour une société d'infrastructures, laquelle est inconnue; la disponibilité du financement par emprunt ou par capitaux propres pour Brookfield Infrastructure; la capacité de conclure des acquisitions dans le secteur concurrentiel des infrastructures (y compris les éventuelles acquisitions mentionnées dans la présente lettre aux porteurs de parts, dont certaines sont assujetties à des conditions, et l'incapacité de conclure une entente définitive avec des contreparties pour les transactions dont il est question aux présentes telle qu'elles sont envisagées actuellement, car rien ne garantit que ces transactions seront acceptées ou menées à terme) et d'intégrer efficacement les acquisitions dans les activités existantes; les changements technologiques qui pourraient perturber les entreprises et les secteurs dans lesquels nous investissons; les conditions du marché pour les principales marchandises, dont le prix, l'offre et la demande peuvent avoir une incidence importante sur la performance financière et d'exploitation de notre entreprise; les décisions réglementaires qui ont une incidence sur nos entreprises réglementées; notre capacité de conclure des contrats à des conditions favorables; les événements météorologiques qui ont une incidence sur notre entreprise; les débits de circulation sur nos routes à péage; et les autres risques et facteurs présentés dans les documents déposés par nous auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières du Canada et des États-Unis, notamment dans la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récent rapport annuel sur formulaire 20-F et d'autres risques et facteurs décrits dans ces documents.

Nous apportons cette mise en garde : la liste précédente des facteurs importants qui peuvent avoir des répercussions sur les résultats futurs n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de Brookfield Infrastructure, les investisseurs et les autres personnes devraient examiner attentivement ces facteurs et autres incertitudes ainsi que les événements qui pourraient survenir. Sauf lorsque la loi l'exige, la société ne s'engage nullement à publier une mise à jour de l'information ou des déclarations prospectives, de façon écrite ou orale, qui pourrait s'avérer nécessaire par suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.